

Rapport d'activité 2005
Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion

Rapport d'activité 2005

Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion



مجموعة صندوق الإيداع والتدبير
GROUPE CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION



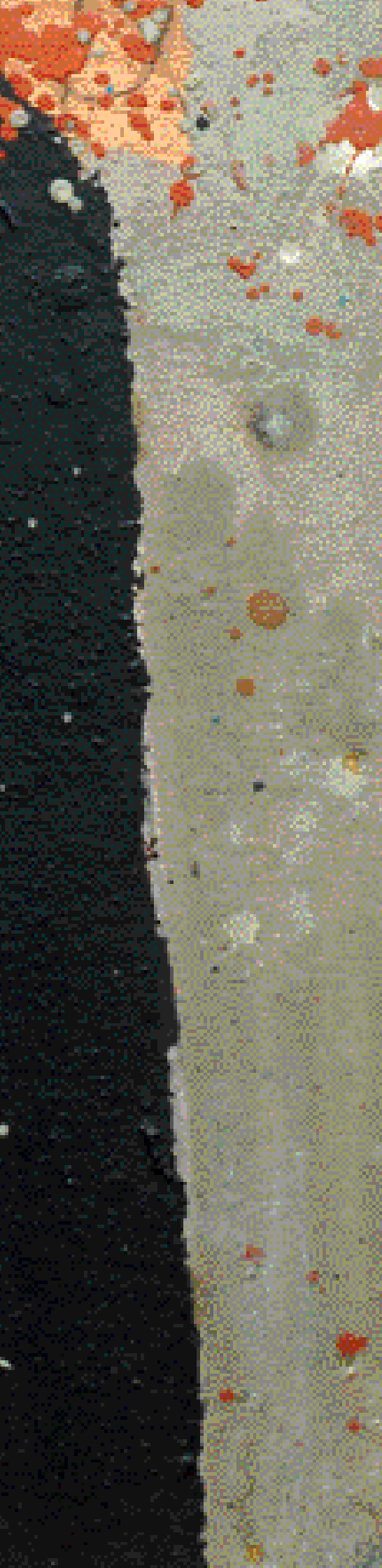
« Nous estimons que le développement efficace et durable ne peut se concrétiser que par le biais de politiques publiques intégrées, s'inscrivant dans le cadre d'une entreprise cohérente, d'un projet global et d'une forte mobilisation où les dimensions politique, sociale, économique, éducationnelle, culturelle et écologique se conjuguent et se complètent. »

Discours de S.M le Roi Mohammed VI – le 18 mai 2005

Sommaire

7	Message du Directeur Général
11	Présentation du Groupe CDG en 2005
17	Faits marquants 2005
27	Activités des métiers Gestion des Fonds Institutionnels et Retraites
41	Activités des métiers Développement Territorial (CDG Développement)
63	Activités des métiers Banque Finance Assurances
87	Etats Financiers
93	Contacts filiales





Message du Directeur Général

Message du Directeur Général

*Relever de nouveaux défis
pour contribuer à la dynamique de progrès
et de développement du Maroc.*

Mustapha Bakkoury



Pour une dynamique permanente de progrès ...

Durant l'année 2005, le Groupe CDG a consolidé les structures de sa nouvelle organisation tout en développant ses activités.

Il continue ainsi d'affirmer sa position de groupe financier public dédié au développement économique et social de notre pays.

CDG Développement, holding métiers filiale de la Caisse, s'est investie à travers ses propres filiales dans de grands programmes d'aménagement, qui auront sans nul doute des effets structurants sur les territoires qui les accueillent. Casashore, Technopolis, Ghandouri, Marina de Casablanca..., autant de projets qui façonnent déjà le Maroc d'Avenir, qu'il s'agisse de tourisme ou encore de nouvelles technologies.

L'année 2005 s'est avérée un premier exercice très probant pour notre nouvelle holding dédiée au développement territorial. C'est également une année qui renforce notre position de premier investisseur institutionnel dans le long terme.

Nos métiers financiers se sont également développés, le Groupe ayant pris le contrôle du CIH, restructuré la Caisse Marocaine des Marchés, renforcé sa position dans l'assurance.

Par ces repositionnements, la CDG favorise ainsi l'émergence d'un pôle financier national centré sur la venue à maturité des marchés financiers.

Les activités originelles de notre établissement ont connu un essor cette année, essor qui a conduit à la création d'un nouveau pôle spécialement dédié aux dépôts et aux consignations.

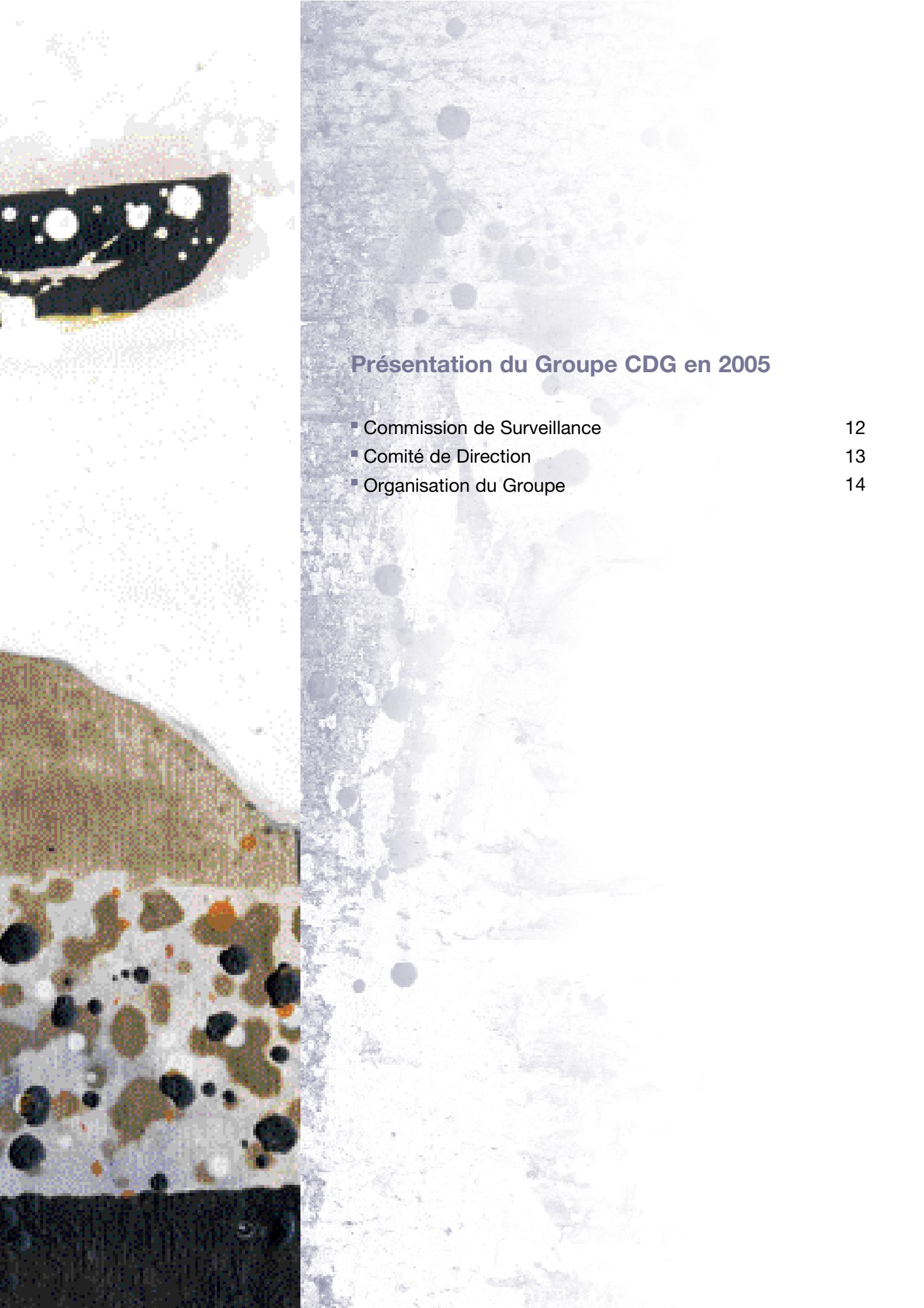
En 2005, les ressources de la CDG ont augmenté de près de 9%, totalisant près de 40 milliards de dirhams.

Les résultats des organismes de Prévoyance, la CNRA et le RCAR, sont également en nette progression due notamment aux intégrations des caisses internes de retraites.

Une fois de plus, la progression du résultat est à deux chiffres, avec une augmentation de 41.5 % par rapport à 2004, atteignant ainsi 1 milliard 658 millions de dirhams.

Ces résultats témoignent de l'implication et de l'effort de toutes les forces vives du groupe, et nous permettent aujourd'hui d'envisager de nouveaux défis à relever, qui contribueront donc à la dynamique de progrès et de développement du Maroc.





Présentation du Groupe CDG en 2005

▪ Commission de Surveillance	12
▪ Comité de Direction	13
▪ Organisation du Groupe	14

Présentation du Groupe CDG en 2005

Commission de Surveillance

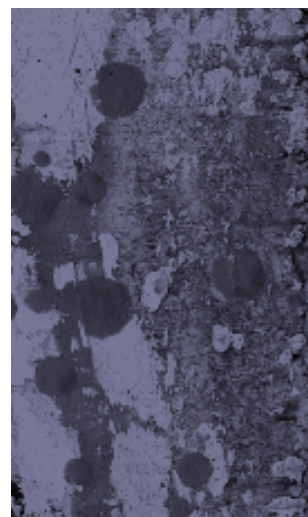
Abdellatif JOUAHRI
Gouverneur de Bank Al-Maghrib

Abdeltif LOUDYI
Secrétaire Général du Ministère des Finances et de la Privatisation

Driss MOULINE
Président de Chambre à la Cour Suprême

Abderazak LAZRAQ
Conseiller auprès du Premier Ministre

Lahcen BELKACEM
Président de Chambre à la Cour Suprême
Premier Président de la Cour d'Appel de Commerce de Casablanca



Comité de Direction CDG

Mustapha BAKKOURY
Directeur Général



Abdesselam ABOUDRAR
Directeur Général Adjoint



Ali HARRAJ
Secrétaire Général



Fouad BENADADA
Inspecteur Général



Mohammed FASSI FEHRI
Président Délégué de l'Institut CDG et de la Fondation CDG



M'Hammed GRINE
Directeur du Pôle Support



Saïd LAFTIT
Directeur du Pôle Finances



Khalid LARAÏCHI
Directeur du Pôle Stratégie et Développement



Mohamed Larbi NOUHA
Directeur du Pôle Prévoyance



Mohammed SQUAL
Directeur du Pôle Dépôts & Consignations



Comité de Direction Groupe CDG

Ahmed DAROUICH
Président du Directoire de CDG Développement



Amine BENHALIMA
Administrateur Directeur Général de Fipar-Holding



Hassan BOUBRIK
Directeur Général de CDG Capital



Organisation à juin 2006

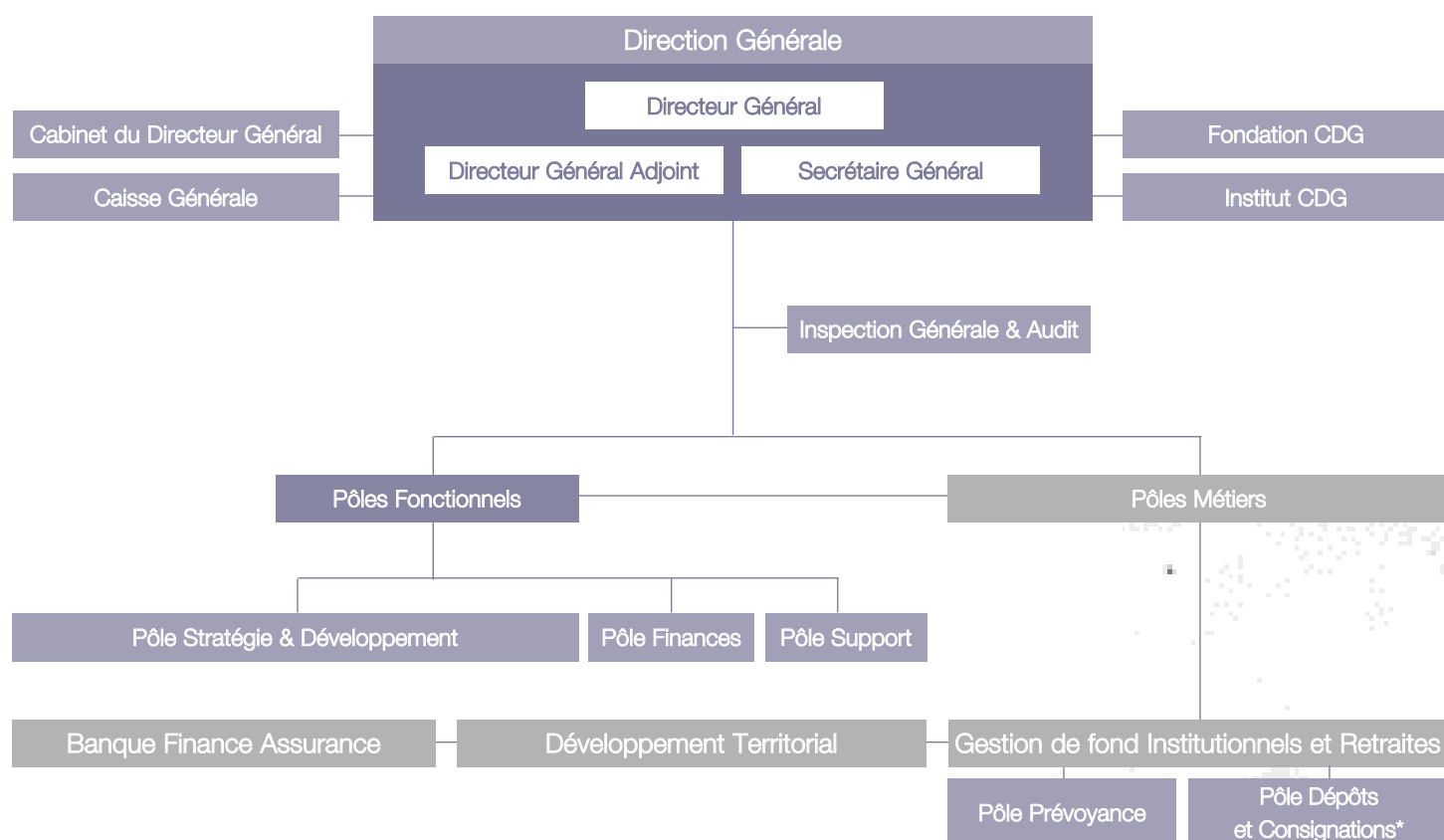
Organisation du Groupe

Organisation fonctionnelle

Une organisation globale simple et agile

L'organisation centrale de la Caisse de Dépôt et de Gestion se veut à la fois simple et stratégique, elle renforce par le biais notamment de son management central:

- Son rôle de commandement stratégique en dirigeant le développement des stratégies et en assurant à ces stratégies le soutien des pôles internes : Pôle Stratégie et Développement, Pôle Finances, Pôle Support.
- Son rôle de contrôle en donnant les lignes à suivre en matière d'éthique et de gouvernance tout en veillant aux résultats.



* Pôle créé en 2005

Organisation métiers

Une organisation fondée sur une logique de lignes métiers

La Caisse de Dépôt et de Gestion a adopté en 2004 une nouvelle organisation basée sur trois grands pôles métiers :

- Banque, finance et assurances
- Gestion de fonds institutionnels et retraites
- Développement territorial porté par la Holding CDG Développement

Banque Finance Assurances	Gestion des Fonds Institutionnels et Retraites	Développement Territorial
Banque d'investissement CDG Capital	Gestion Fonds institutionnels Caisse de Dépôt et de Gestion	Aménagement, promotion et services à l'immobilier Al Manar, MHV, CGI, INGEMA EXPROM, SCET-SCOM, Société d'Aménagement Ryad Dyar Al Mansour, Dyar Al Madina
Société de bourse Safabourse	- Pôle Dépôts et Consignations Consignations Activités Bancaires Réglementées	Développement et gestion d'actifs dans le secteur touristique SOGATOUR, Royal Golf de Fès
Gestion d'actifs CD2G	- Pôle Prévoyance Caisse Nationale de Retraites et d'Assurance (CNRA) Régime Collectif d'Allocation de Retraites (RCAR)	 Filière bois et environnement. EUCAFOREST, Cellulose du Maroc, Papelera de Tetuan
Titrisation Maghreb Titrisation		Infrastructures, services aux Collectivités locales et appui aux entreprises Acacianet, Sothermy, Compagnie Générale des Parkings
Capital Risque Accès Capital Atlantique Fonds Sindibad		
Société d'investissement Fipar-Holding		
Banque Commerciale CIH		
Leasing Maroc Leasing		
Crédit à la consommation Sofac Credit		
Assurances Atlanta/Sanad		
Réassurances Société Centrale de Réassurance		
Société de garantie Caisse Marocaine des Marchés		





Faits marquants 2005

▪ Environnement international	18
▪ Environnement national	20
▪ Faits marquants activités de la CDG	22
▪ Résultats	25

Environnement international

Malgré la hausse des prix pétroliers et les répercussions négatives de catastrophes naturelles, (tsunami dans l'océan Indien, ouragans aux Etats-Unis) l'économie mondiale a poursuivi son expansion en 2005, avec toutefois à un rythme légèrement plus modéré qu'en 2004, année qui avait été exceptionnelle.

Bien que la Chine, l'Inde et les États-Unis en soient les plus grands pourvoyeurs, l'assise géographique de cette croissance s'est élargie grâce au raffermissement de la demande intérieure du Japon et aux dépenses des pays exportateurs de pétrole, bénéficiaires de revenus additionnels.

La croissance économique mondiale s'est donc inscrite en 2005 dans un rythme soutenu, en atteignant 4,8% en 2005 comparativement aux 5,1% en 2004. Cette évolution est attribuable essentiellement à la vigueur de l'activité aux États-Unis et dans les pays émergents, principalement la Chine et l'Inde où l'activité croît à des rythmes particulièrement rapides, respectivement de 9,9% et de 8% en 2005.

La bonne évolution de l'activité économique s'est accompagnée d'une nouvelle expansion du commerce mondial de plus de 7,3% en 2005, après celle de 10,4%, observée en 2004. Elle s'est cependant traduite par un net renchérissement des matières premières, en particulier le pétrole dont le prix moyen du baril s'est accru de 41% en 2005, doublant quasiment en deux ans. Des tensions inflationnistes qui ont commencé à se manifester, ont amené les principales banques centrales à resserrer leur politique monétaire.

Aux États-Unis, la croissance a atteint 3,5% au lieu de 4,2% en 2004 et ce, grâce à la bonne tenue de la consommation intérieure. Cette performance s'est accompagnée d'une baisse du taux de chômage à 5,1% au lieu de 5,5% en 2004. La concurrence des produits importés d'Asie et la bonne tenue des coûts salariaux unitaires ont permis de limiter l'impact de la hausse des prix des matières premières sur les prix à la consommation hors énergie. En effet, l'inflation mesurée à l'aide de l'indice des prix à la consommation est passée de 2,7% en 2004 à 3,4% en 2005. Hors composantes volatiles, énergie et alimentation, la hausse des prix s'est élevée à 2,2% après 1,8% en 2004. Dans ces conditions, la réserve fédérale américaine a poursuivi une politique de resserrement monétaire, amorcée en juin 2004.

Au niveau de la zone euro, la croissance économique a été décevante avec un accroissement de 1,4% en recul de 40 points en 2004, et ce en raison de l'atonie persistante de la demande intérieure finale. En effet, les dépenses des ménages et celles des entreprises ont marqué le pas, alors que les administrations publiques ont accru leurs dépenses. Ainsi, la consommation des ménages a affiché une faible croissance de 1%, en léger retrait par rapport à celle de 1,5% observée en 2004. L'évolution de leur revenu disponible est restée modeste, en termes réels, et s'est même quelque peu infléchie. De surcroît, la persistance des inquiétudes face à la situation sur le marché du travail, avec un taux de chômage de 8,5%, et les incertitudes quant aux retombées du renchérissement des produits pétroliers ont également pesé sur la confiance des consommateurs.

L'inflation dans la zone euro, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), s'est élevée à 2,2% contre 2,1% en 2004. Après une pause de deux ans et demi, la Banque centrale européenne a procédé en décembre 2005 au relèvement de 25 points de base de son principal taux de refinancement pour le porter à 2,5%.

Quant aux États membres de l'UE n'appartenant pas à la zone euro, ils ont tous enregistré, à l'exception de Malte, une croissance économique plus soutenue que la zone. En ce qui concerne les huit nouveaux États membres d'Europe centrale et de l'est, cette évolution peut s'expliquer en partie par un processus de rattrapage vis-à-vis de l'UE des 15. Elle s'est néanmoins accompagnée, dans la plupart de ces pays, d'autres développements moins favorables (inflation relativement marquée, besoin de financement considérable des administrations publiques et déficit important du compte courant de la balance des paiements). Pour ce qui a trait au taux de chômage, il demeure très élevé dans nombre de ces pays.

En ce qui concerne le Japon, depuis la reprise observée en 2002-2003, la croissance de l'économie nipponne paraît mieux ancrée. Elle est désormais portée, essentiellement par une demande interne forte et donc moins dépendante de la demande étrangère. Le PIB a enregistré un accroissement de 2,8% en moyenne annuelle en 2005, après 2,3 % en 2004. Cette croissance est attribuable tant au dynamisme des investissements qu'à la fermeté de la consommation des ménages, le taux de chômage revenant de 4,7% à 4,4%. S'agissant des prix à la consommation, ils ont, après une baisse quasi continue depuis 1998, connu un léger redressement à partir du mois de novembre 2005 faisant estomper les pressions déflationnistes. En conséquence, la Banque du Japon a décidé de mettre un terme à la politique monétaire d'assouplissement quantitatif en vigueur depuis 2001, tout en maintenant ses taux d'intérêt autour de zéro, le risque de déflation persistant. Le Japon semble ainsi achever progressivement le processus de restructuration qu'il avait entamé après l'éclatement de la bulle sur les marchés financier et immobilier au début des années quatre-vingt-dix.

En ce qui concerne l'Asie, les cours élevés du pétrole ont clairement joué un rôle dans le ralentissement de la croissance en 2005, la ramenant de 7,5% en 2004 à 6,8% en 2005.

La Chine a poursuivi sa croissance vigoureuse avec une progression annuelle du PIB de 9,3% au lieu de 9,5% une année auparavant et ce, en raison de la forte hausse de 24% des exportations et du dynamisme de la demande intérieure. Les réformes économiques d'envergure mises en oeuvre par les autorités, depuis quelques décennies, en vue d'ouvrir progressivement l'économie aux mécanismes de marché, permettant ainsi au secteur privé de devenir le moteur de l'expansion économique, ont continué à porter leurs fruits.

L'Asie du Sud-Est a enregistré une croissance de 5,1% avec 8,4% pour le Vietnam, 6,4% pour Singapour, 5,6% pour l'Indonésie, 5,3% pour la Malaisie, 5,1% pour les Philippines, 4,5% pour la Thaïlande, 4,1% pour Taïwan et 4% pour la Corée du Sud.

Environnement national

L'économie nationale a évolué, en 2005, dans un environnement économique international peu favorable (faible croissance dans la zone Euro et envolée des prix du pétrole) et dans une conjoncture nationale difficile consécutive à la sécheresse.

En dépit de ces contraintes, elle a pu réaliser une légère croissance, accompagnée d'une maîtrise des équilibres macroéconomiques fondamentaux.

La croissance du produit intérieur brut, a atteint 1,7% au lieu de 4,2% en 2004.

Cette croissance est due à la régression de 17,7% de la valeur ajoutée des activités agricoles et à la croissance du PIB, hors agriculture, de 4,5%.

L'inflation, mesurée à travers l'évolution de l'indice du coût de la vie, est restée maîtrisée au niveau de 1%.

Quant aux échanges extérieurs, ils ont été marqués par le creusement du déficit commercial qui fait ressortir le taux de couverture à 52% au lieu de 56% une année auparavant. Toutefois, grâce au bon comportement des recettes voyages et des transferts des Marocains Résidents à l'Etranger, le compte courant de la balance des paiements fait état d'un excédent de l'ordre de 1% du PIB, ce qui a permis de consolider les avoirs extérieurs qui représentent l'équivalent de 11 mois d'importations de biens et services non facteurs.

Ainsi le financement de l'économie s'est déroulé dans un contexte marqué par le renforcement des avoirs extérieurs et la persistance d'un excédent de liquidité sur le marché monétaire.

De ce fait, les taux sur le marché interbancaire ont enregistré une hausse et ont été relativement plus volatiles par rapport à l'année précédente, tandis que la plupart des taux sur le marché des bons du Trésor ont enregistré une légère baisse. Néanmoins, le TMP a marqué une hausse suite à la prépondérance des maturités longues dans la structure des levées. Les tensions prévalant sur le marché monétaire et les prévisions d'une stabilité des taux longs ont incité les investisseurs à s'orienter plus sur le long terme.

C'est ainsi que durant l'année 2005, les taux "Court terme" et "Moyen terme" ont connu des hausses moyennes respectives de 27 points de base (pbs) et 13 pbs, contre des baisses respectives de 100 pbs et 96 pbs en 2004. Tandis que les taux "Long terme" ont vu leur rendement baisser de 17 pbs pour le 10 ans, de 23 pbs pour le 15 ans et de 15 pbs pour le 20 ans, contre des baisses respectives de 50 pbs, 40 pbs et 160 pbs en 2004.

La sensible amélioration des taux monétaires s'est traduite par la baisse des émissions sur le marché de la dette privée qui sont passées de près de 11 milliards de dirhams en 2004 à 8,2 milliards de dirhams en 2005. La baisse a concerné principalement les obligations privées dont le volume d'émission est passé de 4 milliards de dirhams en 2004 à 2,2 milliards de dirhams en 2005. Ce repli s'explique par le fait que l'année 2004 a enregistré l'arrivée de nouveaux émetteurs, notamment LYDEC (1,05 milliard de dirhams), SNI (1,2 milliard de dirhams) et l'ODEP (700 Mdh).

Quant au marché boursier, il a enregistré l'introduction de trois nouvelles valeurs à savoir, SOTHEMA, Dari Couspate et LYDEC, ce qui a stimulé la dynamique du marché enclenchée depuis 2004, permettant ainsi aux différents indicateurs de réaliser de bonnes performances. C'est ainsi que le Moroccan All Shares Index (MASI) ressort à 5.539,13 points en progression de 22,49% et le Moroccan Most Active Shares Index (MADEX) s'est apprécié de 23,75% à 4.358,87 points. Cette amélioration des indices a été accompagnée par un net accroissement des volumes des transactions qui ont atteint 38 et 61 milliards de dirhams sur le marché central et celui de blocs, soit une augmentation respective de 136% et 212% par rapport à 2004. La capitalisation boursière, en s'établissant à 252,3 milliards de dirhams, a progressé de 23,8%.

Concernant les finances publiques, les recettes ordinaires ont atteint 121,6 milliards de dirhams, soit une progression de 12% par rapport à fin 2004. Cette amélioration résulte des augmentations enregistrées par les recettes d'impôts directs (19%), la fiscalité indirecte (9%), les droits de douanes (+9%) ainsi que par les recettes de l'enregistrement et du timbre (16%). En regard, les dépenses ordinaires se sont établies à 121,5 milliards de dirhams, en augmentation de 19% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par l'accroissement de 10% des dépenses du personnel, de la hausse de 54% des dépenses au titre des autres biens et services (35,5 milliards de dirhams dont 10,8 milliards de dirhams au titre des indemnités de l'opération "Intilaka" des départs volontaires à la retraite et la hausse de 42% des dépenses liées à la compensation, 6,8 milliards de dirhams au lieu de 4,8 milliards de dirhams une année auparavant). Le niveau du solde ordinaire (36 Mdh) a été insuffisant pour couvrir les dépenses d'investissement de l'ordre de 21,2 milliards de dirhams. Compte tenu du solde positif de 4,7 milliards de dirhams des comptes spéciaux du Trésor, le déficit budgétaire, hors recettes de privatisation, ressort à 5,7% du PIB imputable, en grande partie, au poids budgétaire du programme des départs volontaires à la retraite, à l'augmentation des charges de la compensation suite à l'envolée du prix du pétrole et au règlement des arriérés de l'Etat à la Caisse marocaine de retraite pour 11 milliards de dirhams. Ce déficit a donc été financé grâce au recours au marché domestique sans conséquence majeure sur le niveau des taux d'intérêt.

Faits marquants activités de la CDG

2005, consolidation de l'organisation et développement des activités.

Durant l'année 2005, le Groupe CDG conforte sa position de groupe financier public dédié au développement économique et social de notre pays.

En recentrant son organisation autour de ses trois pôles métiers, Gestions des Fonds Institutionnels et Retraites, Métiers Développement Territorial et Métiers Banque Finances Assurances, le Groupe favorise harmonieusement le développement de ses activités, par ailleurs soutenues en 2005 par le lancement de grands chantiers de développement territorial et par un repositionnement stratégique dans les métiers financiers.

Au niveau de l'établissement public, 2005 voit la création du Pôle Dépôts et Consignations destiné à dynamiser ces deux missions fondamentales. A cet effet, le Pôle Dépôts et Consignations s'est donné pour objectifs fondamentaux le développement de l'épargne aussi bien réglementée que volontaire avec une orientation résolument tournée vers le client en conjuguant missions de service public, efficacité et excellence du service rendu.

Un Groupe en mouvement

De grands chantiers sont lancés qui permettent d'adopter de nouvelles approches et de nouveaux modes de gestion dans la vie du Groupe. Ainsi, la planification stratégique est implémentée au sein du Groupe.

2005 est également l'année du lancement de la démarche qualité du Groupe. Les valeurs du groupe sont concrétisées autour de la création de deux espaces innovants : Le Club Marketing qui réunit l'ensemble des marketeurs du Groupe et le Cercle Qualité destiné à mener la réflexion autour du projet qualité du Groupe et à partager les expériences entre les filiales.

Le Groupe CDG s'inscrit dans une logique de précurseur dans le domaine de la Responsabilité sociale d'entreprise et lance une politique d'essaimage du concept.

Côté nouvelles technologies de la communication, le progiciel GED (Gestion Electronique des Documents) est mis en production, tandis qu'une liaison par fréquence radio entre la CDG et la CNRA/RCAR est mise en œuvre.

Toujours dans le but d'améliorer la communication tant interne qu'externe, les nouveaux portails Internet www.cdg.ma et intranet MAARIFA sont mis en ligne.

Les activités de la Fondation et de l'Institut CDG sont dynamisées et font l'organisation de nombreuses manifestations.

Développement territorial, l'année des grands projets

Catalyseur des investissements dans le long terme, le Groupe CDG détient une expertise et un savoir-faire qui lui permettent de contribuer, à travers sa holding CDG Développement, à la réalisation de grands projets territoriaux structurants.

Avec sa filiale AL MANAR, CDG Développement reprend les engagements vis-à-vis de l'Etat, de l'ODEP et de la Marine Royale et relance le chantier de la Marina de Casablanca.

CDG Développement s'implique également dans CASASHORE, première zone d'offshoring du Royaume et dans TECHNOPOLIS, la future cité de la technologie de Rabat-Salé. Les travaux sur ces deux zones qui concrétisent le plan Emergence sont lancées à la fin de l'année.

2005 est également l'année du renforcement de ses interventions dans la perspective « Logements pour Tous » à travers les filiales Dyar Al Mansour et Dyar Al Madina.

CDG Développement renforce également sa position dans le métier de l'ingénierie après la prise de contrôle d'Ingema, elle abrite désormais le premier pôle national de sociétés d'ingénierie du Royaume.

Enfin, à Rabat, Sabr Aménagement et la CDG concluent un accord de Joint Venture avec Sama Holding (Ex Dubai International Properties) autour d'AMWAJ, un projet d'envergure au sein du projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg.



Emergence d'un groupe financier national

2005 est également l'année du développement des activités des métiers financiers. Par des repositionnements stratégiques le Groupe favorise ainsi l'émergence d'un pôle financier national centré sur la venue à maturité des marchés financiers.

Cette année voit l'achèvement du plan de redéploiement de la BNDE. La CDG procède à la demande de retrait de son agrément.

La Banque d'Investissement du Groupe CDG est également créée sous le nom de CDG Capital.

La CDG prend le contrôle du CIH et confirme la volonté de développement de la banque avec un nouveau positionnement centré sur le segment particuliers et famille.

Maroc Leasing poursuit son développement sous le contrôle de la CDG et voit l'entrée dans son capital d'un nouveau partenaire à hauteur de 10%.

La Caisse Marocaine des Marchés (CMM) finalise son projet de restructuration et confirme son positionnement autour de sa mission d'intérêt général. Elle procède à une augmentation de capital et gère désormais un fonds de garantie de 100 MDH.

Maghreb Titrisation décroche un mandat d'arrangement et de gestion en Tunisie portant sur trois opérations de titrisation auprès de la BIAT.

La Société Centrale de Réassurance porte son capital à 1 milliard de dirhams et initie un projet de couverture des risques catastrophiques.

Fipar-Holding se renforce et diversifie son portefeuille (Medi1 Sat, Lydec, Carnaud...).

2005 est également l'année du partenariat stratégique avec le Groupe Holmarcom visant à construire et développer un pôle d'assurances de référence au Maroc ATLANTA/SANAD.

Résultats

2005, une nouvelle année de forte croissance

Résultat net, une progression de 41,5%

Le résultat net dégagé par la Caisse de Dépôt et de Gestion a dépassé en 2005 le cap des 1,5 milliard de dhs en atteignant la somme de 1 milliard 658 millions contre 1 milliard 171 millions de dirhams en 2004, soit une progression de 41,5%.

Ce résultat est le fruit, au niveau de son activité bancaire, d'une bonne évolution du Produit Net Bancaire (PNB).

	2005	2004	Variations en %
■ Produit net bancaire	1.321	1.221	8
■ Résultat avant impôts	2.526	1.538	64
■ Impôts sur les résultats	868	367	136.5
■ Résultat net	1.658	1.171	41.5

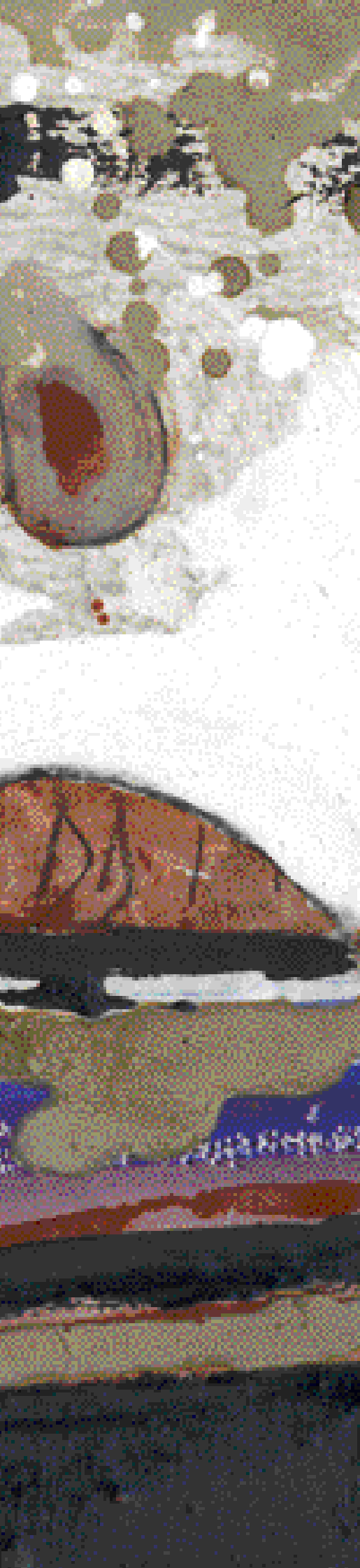
Un total bilan qui dépasse le cap des 50 milliards de dirhams

Le total bilan de la CDG s'est accru de 9% pour dépasser les 50 milliards de dirhams.

Les dépôts collectés ont progressé de 10,5% et se sont élevés à plus de 40 milliards de dirhams. Les ressources (96.860 MDH) se sont accrues de 5% par rapport à 2004.

	2005	2004	Variations en %
■ Total Bilan	50 337	46.162	9
■ Dépôts	40.098	37.896	6
■ Portefeuille obligataire CDG	31.751	28.785	10,3
■ Portefeuille actions Placements & Participations	9.182	6.058	51.5





Activités des métiers Gestion des Fonds Institutionnels et Retraites

▪ CDG Etablissement public	28
▪ RCAR	32
▪ CNRA	35

Zoom sur le Pôle Dépôts et Consignations

Le père de la nation, Feu Mohamed V, dans une allocution à l'adresse d'un des premiers gouvernements post indépendance avait déclaré « Dans le domaine social, nous devons compléter notre législation afin d'élever le niveau matériel, moral et intellectuel de la classe ouvrière et assurer sa promotion. Dans le domaine économique, nous devons poursuivre nos efforts pour que notre économie soit adaptée aux besoins d'un pays indépendant, entamer le redressement du pays et l'extension de ses relations commerciales extérieures, favoriser son industrialisation et l'exploitation de ses richesses selon un plan conçu d'une façon rationnelle».

Fort de ses instructions, le gouvernement Abdellah Ibrahim procéda à la promulgation du Dahir 1-59-074 portant création de la Caisse de Dépôt et Gestion. Dès l'abord, la caisse fut chargée (article 2) :

- d'assurer la gestion des deniers publics et la conservation des valeurs appartenant aux fonds ou organismes qui y sont tenus ou qui le demandent;
- de recevoir les consignations administratives et judiciaires, ainsi que les cautionnements ;
- de gérer les caisses ou services spéciaux qui peuvent lui être confiés.

Ces trois missions sont aujourd'hui confiées aux deux pôles Dépôts et Consignations (pour les deux premières) et Prévoyance (pour la troisième) formant ainsi l'armature de l'Etablissement public CDG.

Si l'Institut d'émission Bank Al Maghrib (créé à la même époque) fut chargé d'opérer le décrochage du franc, de frapper la monnaie, d'organiser le crédit et de protéger l'épargne publique, la CDG a été érigée en institution dépositaire, chargée de transformer l'intérêt en principal, en transformant les différents fragments de l'épargne en une masse financière utile pour tous et en assurant la double garantie de l'absolue sécurité d'une part et la juste fructification des dépôts d'autre part.

La Caisse est, dès lors, comme voulu par le législateur, dans son rôle de gardien et de garant de l'épargne individuelle ou celle provenant de la prévoyance collective. Par les emplois qu'elle en fait, elle agit comme un instrument de régulation des marchés et un puissant auxiliaire du développement économique et social. Ces deux fonctions sont remplies sous le double sceau de l'indépendance et de l'autonomie que lui confèrent son organisation statutaire et son fonctionnement au quotidien assortis d'un riche arsenal de règles et de dispositions renforçant la sécurisation des dépôts.

En érigeant le pôle "dépôts et les consignations", la Direction Générale a remis en 2005 ces deux missions fondamentales de la Caisse au coeur des préoccupations de l'établissement public.

Activités Consignations

Au terme de l'exercice 2005, le cumul des sommes déposées au titre des cautionnements et consignations a atteint 465,06 MDH contre 420,39 MDH un an auparavant, marquant ainsi une hausse de 44,67 MDH ou 10,6%.

Cette hausse est due notamment aux nouvelles consignations reçues au titre des indemnités d'expropriation. En effet, sur les 465,06 MDH, ces indemnités représentent 75,1 %.

Quant au montant des remboursements au titre de déconsignation, arrêté au 31/12/2005, il s'élève à 295,86 MDH contre 340,11 MDH, en 2004, soit une baisse de 13 %.

Ces remboursements ont porté sur les sommes consignées ainsi que sur les intérêts produits par ces sommes depuis leur dépôt.

Le montant des intérêts servis cette année aux sommes consignées atteint 32,50 MDH (dont 1,99 MDH réglés au cours de l'exercice sous revu), soit 42,7% de moins que l'exercice précédent qui avait atteint 56,71 MDH. Cette baisse est due à la révision à la baisse des taux d'intérêt.

Cette situation a permis de dégager une réalisation qui a atteint 169,20 MDH contre 80,28 MDH en 2004.

Aussi, au 31/12/2005, l'encours des cautionnements et consignations se situe autour de 2.066,15 MDH contre 1.873,49 MDH, une année auparavant, enregistrant ainsi une hausse de 192,66 MDH ou 10,28 %.

Comme par le passé, cet exercice reste marqué par la prédominance des fonds reçus au titre des indemnités d'expropriation.

Quant aux fonds revenant aux mineurs, leur encours a tendance à se stabiliser autour de 250, MDH.

Structure de l'encours (régime général)

Consignations						Cautionnements	
Biens des mineurs		Expropriations		Consignations diverses			
250,06	12,10%	1.590,36	76,97%	108,85	5,27%	116,88	5,66%

Evolution des flux et réalisations

Types de consignations	Recettes cumulées		Retraits cumulés (y compris les intérêts produits)		Réalizations	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
■ Biens des mineurs	61,50	42,06	70,91	46,86	9,41	-4,80
■ Consignations	305,30	368,76	220,79	209,27	84,51	159,49
■ Cautionnements	53,59	54,24	48,41	39,73	5,18	14,51
Total	420,39	465,06	340,11	295,86	80,28	169,20

Evolution de l'encours des cautionnements et consignations

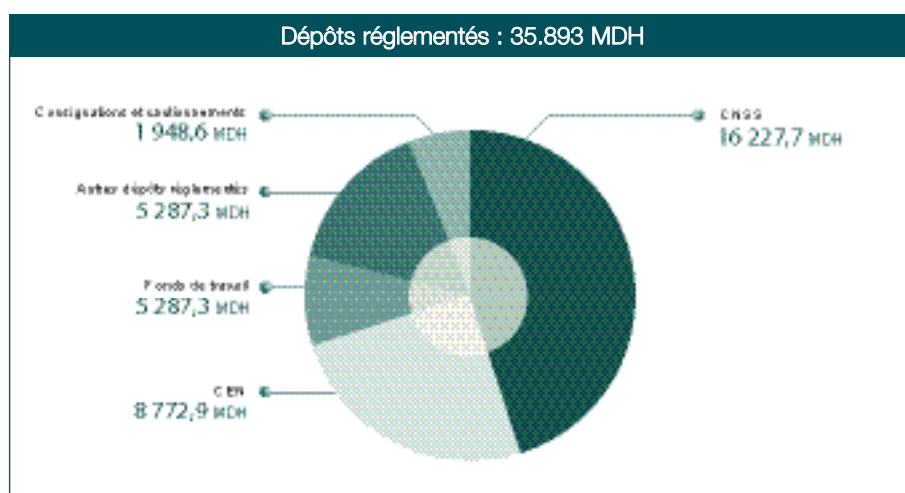
Types de consignations	31 déc. 2004		31 déc. 2005	
	MDH	VAR en %	MDH	VAR en %
■ Biens des mineurs	250,24	-0,87	250,06	-0,07
■ Consignations	1.522,07	8,28	1.699,21	11,64
■ Cautionnements	101,18	7,32	116,88	15,52
Total	1.873,49	6,91	2.066,15	10,28

Activités Dépôts

Structure des dépôts

Les dépôts réglementés ont atteint au 31/12/2005 un montant global de 34.719,46 MDH dont 967,94 MDH d'intérêts capitalisés.

L'amélioration enregistrée est de 2.762,50 MDH, soit une augmentation de 8,64%, excédant les 5,76% réalisés au titre de l'année 2004. Cette évolution positive résulte principalement de l'augmentation des fonds des deux principaux clients de la Caisse à savoir la CNSS et la CEN qui constituent à eux seuls 75,2 % du total des dépôts.



Analyse des dépôts

Caisse Nationale de Sécurité Sociale

Les fonds de la CNSS, premier client de la Caisse avec près de 48,17 % du total des dépôts, s'élèvent à 16.726,01 Mdhs marquant une progression de 6,36% contre 4,08% durant l'année précédente. Par ailleurs, l'année 2005 marque l'entrée en vigueur des textes portant la création de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO). A ce titre la CDG a été désignée comme établissement dépositaire et gestionnaire des fonds issus de ce régime. Les premiers versements sont prévus au cours de l'exercice 2006.

Caisse d'Epargne Nationale

Les avoirs de la CEN s'élèvent à 9.378,33 Mdhs, représentant 27,01% du total. Ces avoirs enregistrent une amélioration de 11,86%, dont 194,79 Mdhs d'intérêts capitalisés.

Les Secrétaires greffiers

Le solde des comptes de Secrétaires Greffiers atteint 3.247,79 Mdhs, dont 65,42 Mdhs d'intérêts capitalisés, contre 2.723,18 Mdhs à fin 2004, en amélioration de 19,27 %.

Les Fonds de travail

Troisième client de la caisse avec 8,75% du total des dépôts, les encours de ces fonds ont augmenté de 1,51%, avec un solde global de 3.038,39 Mdhs dont 66,48 Mdhs d'intérêts. Cette augmentation résulte de la seule capitalisation des intérêts versés.

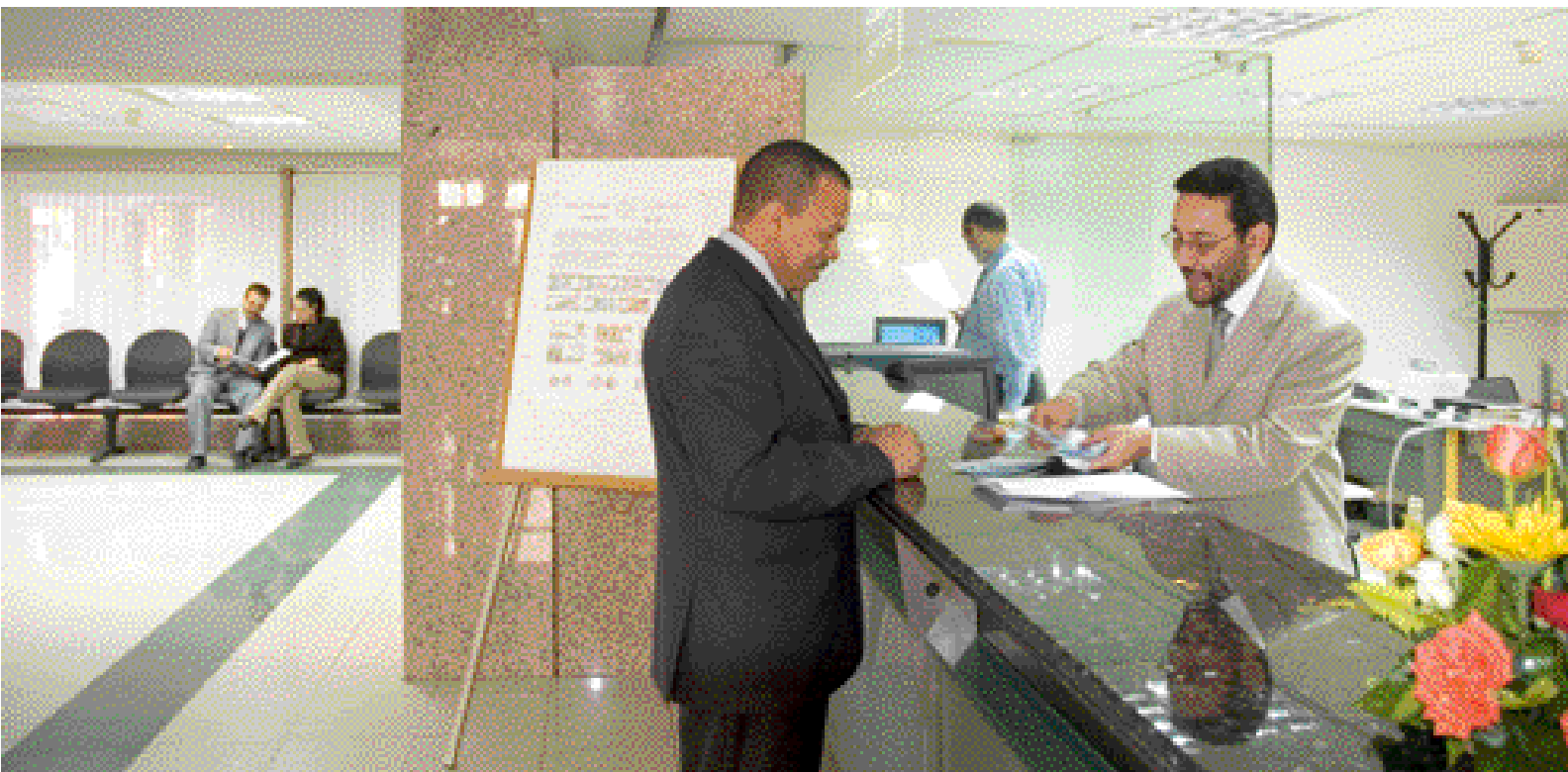
Les Notaires

L'encours des dépôts des notaires, avec 575,21 Mdhs contre 533,01 Mdhs une année auparavant, enregistre une hausse de 7,92 %.

Organismes et autres fonds gérés

Les avoirs des organismes gérés, caractérisés par une forte volatilité, se sont établis à 305,98 Mdhs et enregistrent une progression de 117,92%.

Les autres fonds gérés (Fond d'Assurances des Notaires, Fonds de Garantie Automobile, Fonds des Habous, Fonds d'Assurance d'Immatriculation des Immeubles, OFPPT) avec 2,26% des dépôts s'élèvent à 785,46 Mdhs dont 13,38 Mdhs d'intérêts et enregistrent une régression de 15,11%. Cette baisse résulte principalement des dispositions de la loi de finances 2005 qui fixent le plafond des fonds d'assurance sur l'immatriculation des immeubles (FAII) à 100 Mdhs, soit un prélèvement de fonds de 187,34 Mdhs opéré au cours de l'exercice.



Régime Collectif d'Allocation de Retraite (RCAR)

Environnement

Au terme de l'année 2005, le marché marocain des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 12,95 milliards de DH, soit une progression de 5,7% par rapport à l'exercice précédent.

La branche non vie, qui a enregistré une augmentation d'environ 4%, demeure prépondérante avec un total de primes émises de 9,7 milliards de DH, ce qui représente près de 57% du total de primes émises.

Avec un chiffre d'affaires de 3,25 milliards de DH, la branche vie – capitalisation a progressé, quant à elle, de 12%.

Faits marquants

En 2005, dans le cadre des perspectives de développement du régime, le RCAR poursuit le processus d'intégration des caisses internes de retraite entamé depuis quelques années, avec la conclusion, en 2005, de deux accords cadres avec l'OCP et l'ONE pour le transfert de leurs caisses internes.

Ce transfert portera sur 18.000 actifs et 27.000 pensionnés pour l'OCP et 9.000 actifs et 4.000 pensionnés pour l'ONE. Des comités de pilotage et de suivi mixtes ont été mis en place pour mener à bien ces opérations d'intégration et un accord d'absorption sera finalisé avec ces deux Offices au courant de l'année 2006.

Un accord d'absorption a également été conclu entre la CDG et la JLEC (Jorf Lasfar Energy Compagny) en vertu duquel les droits à pension du personnel actif et retraité de cet organisme (environ 300 personnes) seront transférés au RCAR à compter du 1^{er} janvier 2006.

L'activité du Régime Complémentaire a été caractérisée durant l'exercice 2005 par :

- La conclusion de 10 nouvelles conventions, portant à 174 le nombre total de conventions signées au profit de 4.810 affiliés,
- Le recouvrement des cotisations et contributions pour un montant de 33,71 MDH contre 24,48 MDH au terme de l'année 2004,
- Le paiement des pensions pour 2,93 MDH au profit de 368 bénéficiaires.

Résultats

En 2005, le nombre d'affiliés actifs immatriculés au régime s'élève à 200.304, en baisse de 0,7% par rapport à l'année précédente. Cette baisse concerne les effectifs des administrations publiques et ceux des collectivités locales et s'explique notamment, par la titularisation des affiliés dans le cadre de la fonction publique.

Le montant des cotisations salariales et cotisations patronales recouvrées en 2005, s'élève à 1.189,75 MDH contre 1.121,85 MDH, en hausse de 6,05 % par rapport à l'année précédente.

Cette année, le nombre total de bénéficiaires de pensions s'élève à 54.984, au profit desquels le RCAR a réglé un montant de 1.275,16 MDH contre 1.182,10 MDH en 2004, au titre des arrérages de pensions et des allocations familiales, en hausse de 7,87%.

Le régime a également servi, au profit de ses pensionnés, un montant total de prestations de 1.278,09 MDH, en hausse de 7,90 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Indicateurs clés

	31/12/05	31/12/04	VAR%	
■ AFFILIÉS	200.304	200.304	-0,7	Affiliés (-0,7%) : Confirmation de la tendance baissière des dernières années (titularisations, inactifs, nouveaux retraités, etc.)
■ PENSIONNÉS	54.984	54.984	2,6	
■ COTISATIONS (MDH)	1.289,44	1.289,44	14,9	Pensionnés (+2,6%) : Liquidation de nouveaux dossiers
■ PRESTATIONS (MDH)	1.265,28	1.265,28	6,8	Cotisations (+14,9%) : Effet du relèvement du plafond et CIR
■ TRANSFERTS (MDH)	330,40	330,40	471,2	Prestations (+6,8%) : Nouveaux pensionnés + revalorisation des pensions
■ PRODUITS FINANCIERS (MDH)	2.186,75	2.186,75	-3,4	Transferts (+471,2%) : Opération départs volontaires
■ PORTFEUILLE (MDH)	40.673,95	40.673,95	+4,3	Portefeuille (+4,3%) : Nouvelles souscriptions aux emprunts.

Répartition de la population des affiliés par catégorie d'employeurs (régime général) :

Catégories d'employeurs	2005	2004	Variations en %
■ Administrations publiques	44.536	48.025	-7,26
■ Organismes publics	114.931	111.174	3,38
■ Collectivités locales	40.570	42.321	-4,14
■ Assurés volontaires	267	183	45,90
Total	200.304	201.703	-0,7

Ressources et Emplois

Les recettes du RCAR (régimes général et complémentaire) ont atteint, au terme de l'année 2005, un montant de 3.359,52 MDH, en baisse de 54,60 % par rapport à l'année précédente. La baisse des recettes du régime en 2005 est consécutive à celle des transferts des caisses internes de retraite de certains organismes publics qui a été de l'ordre de 99,3 % par rapport à l'année précédente.

Ressources	2005	2004	Variations en %
■ Cotisations et contributions	1.189,75	1.121,85	6,05
■ Transferts des caisses internes	27,09	4.004,40	-99,32
■ Revenus des placements	2.139,68	2.273,76	-5,90
Total	3.359,52	7.400,01	-54,60

Le total des dépenses du RCAR (régimes général et complémentaire) s'est chiffré à 1.734,73 MDH, en progression de 32,23 %.

Ces dépenses sont constituées essentiellement par les prestations réglées aux bénéficiaires pour un montant total de 1.278,09 MDH, soit 73,68 % du total :

Emplois	2005	2004	Variations en %
■ Prestations payées	1.278,09	1.184,53	7,90
■ Transferts à la CMR	330,40	57,84	471,23
■ Charges d'exploitation	48,41	44,67	8,37
■ Frais financiers	76,07	22,52	237,79
■ Frais placements immobiliers	1,75	2,36	-25,85
Total	1.734,73	1.311,92	32,23

L'encours des placements financiers du régime se chiffre à 40.673,95 MDH contre 39.053,47 MDH en 2004, en hausse de 4,15 %. Ce montant est réparti comme suit :

- Placements obligations, bons et TCN : 33.680,53 MDH
- Placements actions : 6.713,14 MDH
- Placements immobiliers : 280,28 MDH



Caisse Nationale de Retraites et d'Assurances (CNRA)

Faits marquants

En 2005, la CNRA a été appelée à prendre en charge la pension différentielle en complément de celle garantie par le RCAR en faveur du personnel actif et retraité de l'OCP, l'ONE et la JLEC.

Par ailleurs, et dans le cadre de la politique de qualité du Pôle Prévoyance, la certification ISO 9002, version 2000, de l'activité des rentes AT (Accident de Travail) et AC (Accident de la Circulation) a été confirmée en 2005.

En 2005, la CNRA parachève son système d'information et procède à la dématérialisation des processus Rentes et du processus Recouvrements des Assurances Collectives (Workflow).

Dans le cadre du développement des activités de la Caisse, les perspectives de cette dernière à court et moyen termes s'articulent autour des axes suivants :

- Renforcement de l'activité des rentes : la Caisse s'attelle au projet de loi visant la centralisation, à son niveau, des rentes d'accidents du travail;
- Développement de la retraite facultative à travers le repositionnement du régime RECORE;
- L'extension du FRAM (Fonds de Retraite des Ordres des Avocats du Maroc) aux autres professions libérales.



Résultats

La CNRA a collecté en 2005 un montant global de capitaux, cotisations et primes de 406,13 MDH contre 378,67 MDH, en hausse de 7,3% qui s'explique notamment par la prise en charge de nouveaux dossiers de rentes AT et AC et de nouvelles souscriptions au régime RECORE. Ce chiffre d'affaires est constitué essentiellement :

- Des cotisations RECORE s'élevant à 146,48 MDH, soit 36,1% du total du chiffre d'affaires.
- Des indemnités d'accidents de la circulation s'élevant à 124,60 MDH, ce qui représente 30,7% du total des recettes.
- Des capitaux constitutifs d'accidents du travail qui se chiffrent à un montant de 120,30 MDH, soit 29,6% du total du chiffre d'affaires.

Au niveau de la gestion financière, l'encours des placements financiers de la CNRA s'élève à 2.565,78 MDH contre 2.308,10 MDH en 2004. Ce portefeuille a généré des produits financiers pour 135,29 MDH, en hausse de 3,5% par rapport à l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires

	31/12/05	31/12/04	VAR%	Activité des Rentes AT (+18,4%), AC (+19,4%) : prise en charge de nouveaux dossiers
■ RENTES AT	120,30	101,57	18,4 %	RECORE (+11,8%) : nouvelles souscriptions, changement de classes de cotisations
■ RENTES AC	124,60	104,39	19,4 %	
■ RECORE / ADI	146,48	131,01	11,8 %	
■ FRAM	4,50	5,23	-14,0 %	
■ CFC	7,80	5,13	52,0%	
■ A. HIRAFI	2,45	1,29	89,9%	
■ PENSIONS FIGEES	-	30,05	-	
Total	406,13	378,67	7,3%	

Rentes Accident de Travail (AT)

En 2005, le montant des capitaux constitutifs reçus au titre de l'activité de rentes d'accidents du travail s'est élevé à 120,30 MDH, en hausse de 18,4% qui s'explique par la prise en charge de nouveaux dossiers.

Au niveau des allocataires, le nombre total de crédirentiers d'accidents du travail s'établit à 38.842 contre 37.742 en 2004, en hausse de 2,9%.

Concernant les prestations, la CNRA a réglé, durant l'exercice sous revue, un montant de 94,80 MDH contre 65,94 MDH un an auparavant, en hausse de 43,7%.

Les provisions mathématiques correspondant aux rentes gérées atteignent en 2005 un montant de 994,12 MDH contre 897,77 MDH l'an dernier, en hausse de 13,73%.

Rentes Accidents de la Circulation (AC)

Les indemnités reçues dans le cadre de la gestion des rentes d'accidents de la circulation atteignent 124,60 MDH, en hausse de 19,4% par rapport à 2004.

La population des crédiementiers de rentes AC s'est élevée à 12.852 contre 11.216 pour la même période de l'année 2004, en hausse de 14,59%. Les ayants droit mineurs, au nombre de 10.852, constituent la composante principale des bénéficiaires avec 84,44%.

Le montant total de prestations réglées aux allocataires est de 110,36 MDH contre 127,06 MDH un an auparavant, en baisse de 13,1%.

S'agissant de la rente annuelle moyenne, elle se situe à 4.329 DH pour les victimes contre 4.827 DH pour les ayants droit.

Le montant des provisions mathématiques de rentes AC, au 31 décembre 2005, s'élève à 234,79 MDH contre 196,63 MDH, en hausse de 19,41% par rapport à 2004.

Gestion des assurances collectives

L'activité des assurances collectives, en 2005, s'est concrétisée par la réalisation d'un chiffre d'affaires total de 161,23 MDH contre 172,71 MDH en 2004, soit une baisse de 6,6% par rapport à l'exercice précédent. Le régime RECORE/ADI détient une part prépondérante dans cette réalisation avec 146,48 MDH, représentant 90,85% du chiffre d'affaires total.

Compte non tenu du transfert exceptionnel des pensions différées de l'ODEP pour un montant de 30,05 MDH en 2004, le chiffre d'affaires des assurances collectives enregistre en 2005, une hausse de 11,52%.

La période sous revue a enregistré 3.526 nouvelles affiliations au système RECORE, contre 3.469 pour l'année 2004, portant le nombre total des affiliés immatriculés à 27.805. Le nombre de cotisants s'est élevé à 23.993.

Le montant des cotisations RECORE/ADI recouvrées s'est chiffré à 146,48 MDH, contre 131,01 MDH, en hausse de 11,8% par rapport à la même période de l'année précédente.

En termes de prestations, le montant payé a atteint 54,22 MDH et englobe les arrérages de pensions, les rachats, l'option capital et les pécules.

S'agissant du Fonds de Retraite des Ordres des Avocats du Maroc (FRAM), le nombre total des immatriculés, depuis le lancement de ce système, s'est élevé à 4 470.

Concernant le système Addamane Al Hirafi, le nombre total des commerçants et artisans ayant souscrit à ce système au terme de l'année 2005, s'est élevé à 37.949.

La Caisse a également procédé au paiement de rentes figées d'un montant total de 2,76 MDH au profit de 164 agents de l'ONCF, de l'ODEP et de DRAPOR.

Le nombre total des souscripteurs au système "Capital de fin de carrière" s'est élevé à 615 personnes pour un montant total de primes de 7,80 MDH contre 5,13 MDH un an auparavant.

La Caisse de Retraite de l'Ordre des Avocats de Casablanca (CRAC), gérée par la CNRA par voie conventionnelle, compte 2.499 avocats immatriculés, au terme de l'exercice 2005. Les recettes de cette Caisse au titre de cette année se chiffrent à 4,41 MDH et sont constituées, à hauteur de 69%, des intérêts servis par la CDG sur les dépôts des avocats.

Au niveau du régime de retraite des membres de la Chambre des Représentants et ceux de la Chambre des Conseillers, la CNRA a procédé, au cours de la période sous revue, à l'encaissement des cotisations et contributions pour respectivement 18,23 MDH et 15,47 MDH. La Caisse a également procédé au paiement des pensions pour 27,92 MDH et 5,82 MDH, respectivement pour les ex-députés de la Chambre des Représentants et ceux de la Chambre des Conseillers.



Ressources et Emplois

Les recettes de la CNRA ont totalisé 541,42 MDH contre 509,43 MDH pour l'année 2004, soit une hausse de 6,3 %.

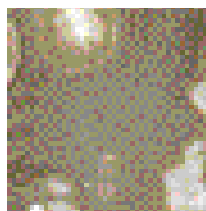
Les cotisations RECORE, les capitaux constitutifs de rentes d'accidents du travail, les indemnités de rentes d'accidents de la circulation ainsi que les produits financiers constituent 97,3% des recettes totales réalisées avec respectivement 27,1%, 22,2%, 23,0%, et 25%.

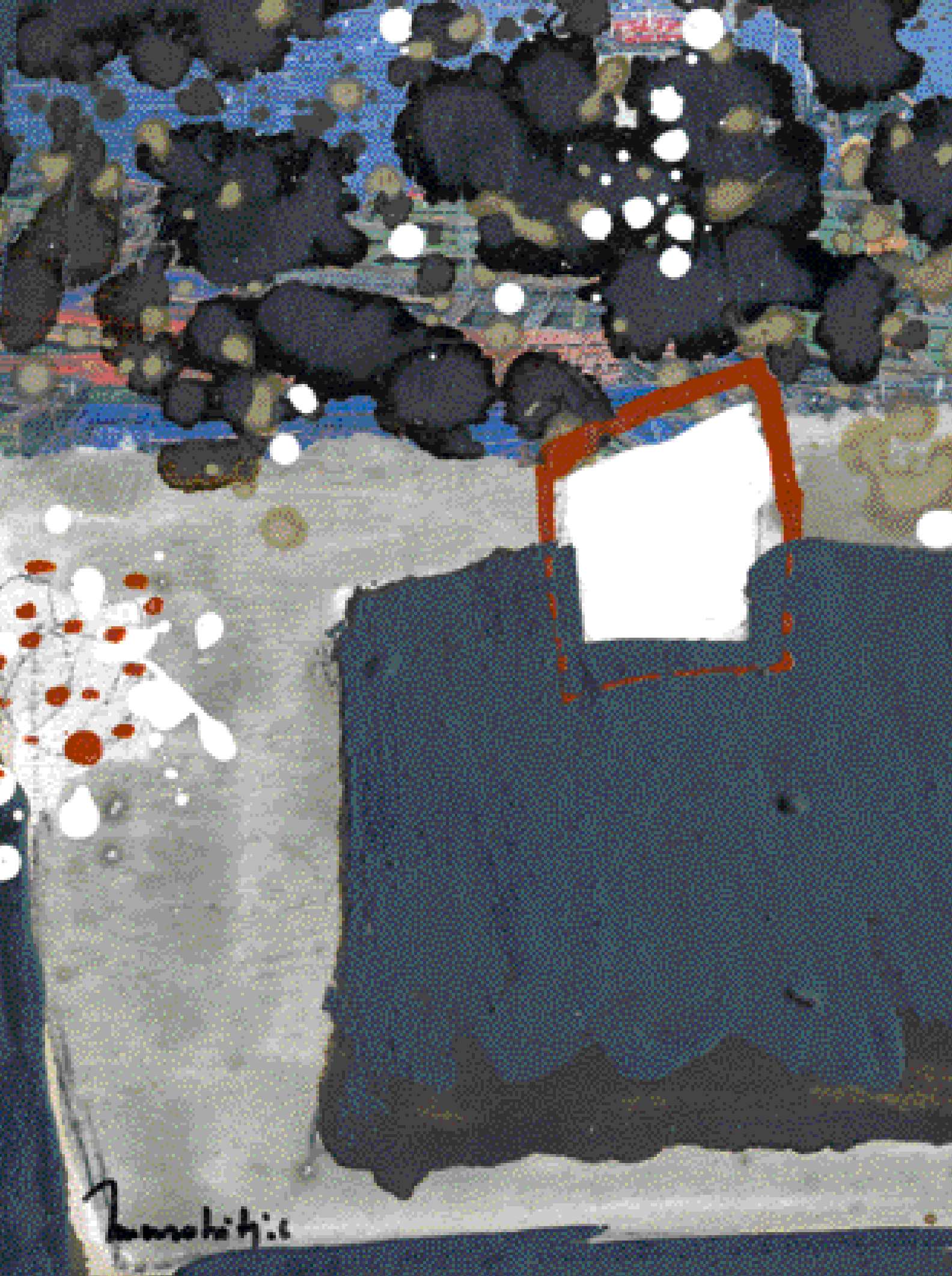
Ressources	2005	2004	Variations en %
■ Capitaux AT	120,30	101,57	18,4
■ Indemnités AC	124,60	104,39	19,4
■ Cotisations RECORE/ADI	146,48	131,01	11,8
■ Capitaux FRAM	4,50	5,23	-14,0
■ Primes CFC	7,80	5,13	52,0
■ Cotisations Addamane Al Hirafi	2,45	1,29	89,9
■ Capitaux pensions différées	-	30,05	-
■ Produits financiers	135,29	130,76	3,5
Total	541,42	509,43	6,3

Le total des dépenses de la CNRA a atteint 311,73 MDH, en hausse de 19,7% par rapport à 2004.

Les dépenses des prestations engagées par la Caisse, au titre de l'exercice sous revue, ont atteint, à fin 2005, un montant de 272,77 MDH contre 230,83 MDH une année auparavant, engagées essentiellement en faveur des crédientiers de rentes AT (94,80 MDH), de rentes AC (110,36 MDH) et de RECORE (54,22 MDH).

Emplois	2005	2004	Variations en %
■ Prestations AT	94,80	65,95	43,7
■ Prestations AC	110,36	127,06	-13,1
■ Prestations RECORE/ADI	54,22	28,07	93,2
■ Prestations FRAM	1,90	1,61	18,0
■ Prestations CFC	3,97	2,18	82,1
■ Prestations Addamane Al Hirafi	4,76	3,25	46,5
■ Prestations pensions différées	2,76	2,71	1,8
■ Frais financiers	7,13	1,50	375,3
■ Charges d'exploitation	31,83	28,07	13,4
Total	311,73	260,40	19,7





Zurich 1916



Activités des métiers Développement Territorial CDG Développement

■ CDG Développement	42
■ Activités et résultats des filiales	45

Filiale à 100% de la CDG, CDG Développement est chargée de la mise en œuvre de la stratégie de la Caisse de Dépôt et de Gestion dans les activités de développement territorial.

Elle est présente dans quatre grands pôles métiers :

- *Ingénierie, promotion et aménagement*
- *Tourisme*
- *Développement durable*
- *Infrastructures, Services aux Collectivités Locales et appui aux Entreprises*

Faits marquants

En 2005, CDG Développement a augmenté son capital de 1 200 800 KDH à 1 728 956 KDH et a mis en place une organisation basée sur les lignes de métiers. Cette nouvelle organisation a pour but d'assurer le pilotage ainsi que les fonctions de suivi et de développement de la Holding.

Pour CDG Développement, 2005 a également été l'année de réalisation de plusieurs chantiers structurants, à savoir :

- La mise en place de la planification stratégique;
- L'élaboration de business plan pour la Holding et ses filiales;
- L'établissement d'objectifs et de plans d'actions pluriannuels pour les filiales.



Portefeuille de CDG Développement

Au cours de l'exercice 2005, il a été procédé au renforcement du portefeuille de CDG Développement à travers :

- L'acquisition de 50% de la société SAI M'DIQ pour un montant de 30 000 000 DH ;
- La souscription à l'augmentation du capital de PAPELERA DE TETUAN pour un montant de 53 101 000 DH ;
- Les actions reçues au titre du dividende versé par MHV pour un montant de 21 300 000 DH ;
- L'acquisition de 79,38% de la société INGEMA pour un montant de 26 251 830 DH ;
- La souscription à l'augmentation de capital de la société DYAR AL MANSOUR (ex AL KORA) pour un montant de 40 000 000 DH ;
- L'acquisition auprès de la CGI et l'ex-SCOM des actions de SCET SCOM pour un montant de 17 401 021,04 DH ;
- La souscription à l'augmentation de capital de la société ATLAS HOSPITALITY MOROCCO pour un montant de 125 000 DH ;
- La rétrocession des titres BNDE Capital Management pour un montant de 1 062 336 DH.

Faits marquants des pôles métiers

Ingénierie, promotion et aménagement

En 2005, CDG Développement étend son engagement sur la ville de Fès et signe le PDR de Fès.

Sa filiale MHV lance CASASHORE, première zone d'offshoring du Royaume et TECHNOLIS, la future cité de la technologie de Rabat-Salé. Ces zones concrétisent la vision Emergence du Maroc.

Al Manar Development Company reprend les engagements vis-à-vis de l'Etat, de l'ODEP et de la Marine Royale et relance le chantier de la Marina de Casablanca.

A travers ses filiales Dyar Al Mansour et Dyar Al Madina, CDG Développement renforce ses interventions dans la perspective " Logements pour Tous " avec des projets à Douar Al Kora, Mers El Kheir, Annasr et Madinat Al Irfane.

Toujours du côté de l'habitat social, 870 logements, 350 commerces et des équipements socio-éducatifs, équivalents à la première tranche, ont été livrés à Al Kora ainsi que 913 logements et 107 commerces au niveau de Mers El Kheir.

Pour la Compagnie Générale Immobilière (CGI), les indicateurs financiers sont en forte progression avec notamment la commercialisation de près de 3 000 unités et de 5 200 m² d'espaces de bureaux

Côté pôle ingénierie, CDG Développement renforce le métier de l'ingénierie et abrite le premier pôle national de sociétés d'ingénierie avec l'acquisition d'INGEMA à hauteur de 79.5%. Ex-filiale du Groupe Suez, INGEMA est un bureau d'études leader au Maroc, exerçant dans l'ingénierie des grandes infrastructures notamment les barrages et le transport.

Tourisme

Maroc Hôtels et Villages lance la Zone Ghandouri qui double la capacité d'accueil de la ville de Tanger et participe à la montée en gamme de cette destination.

Pour SOGATOUR, les indicateurs d'activité de 2005 sont en amélioration confirmant son redressement.

Développement durable

Au niveau de la filière Bois, Cellulose du Maroc, productrice de pâte à papier, atteint l'équilibre en 2005 et enregistre un bénéfice de 4,6 MDH contre une perte de -70 MDH une année auparavant.

Papelera de Tetuan, filiale dans l'industrie papetière, reprend son activité et ses indicateurs sont en amélioration en 2005.

Eucaforest, filiale spécialisée dans le secteur forestier et plus précisément dans la production de bois d'industrie d'Eucalyptus, connaît un chiffre d'affaires en très nette progression.

Indicateurs clés des principales filiales

	Chiffres d'affaires 2004 (KDH)	Chiffres d'affaires 2005 (KDH)	V%	Résultats net 2004 (KDH)	Résultats net 2005 (KDH)	V%
■ MHV	126 524	149 771	18	22 451	21 167	- 5
■ CGI	258 624	515 493	99	30 004	81 886	173
■ Scet Scom	42 019	76 563	82	4 954	5 538	12
■ Dyar Al Mansour	0	153 002	> 100	98	19 968	> 100
■ Dyar Al Madina	53 492	47 881	-10	22 568	14 542	- 36
■ Sogatour	160 329	184 327	15	5 098	358	- 93
■ Papelera	26 697	132 030	394	- 136 173	-14 789	> 100

Résultats

CDG Développement affiche pour son premier exercice d'activité un résultat net de l'ordre de 36 644 927 DH.



Ingénierie, Promotion et Aménagement



Maroc Hôtels et Villages (MHV)

Domaine d'activités	Aménageur – Développeur
Date de création	2001
Capital social	71 300 000 DH
Résultat net (en KDH)	21 167

Avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 150 MDH, en progression de 18% par rapport à 2004, MHV a connu un résultat d'exploitation de 40 MDH et un bénéfice net de 21 MDH.

En termes de projet, l'année 2005 fut également pour le moins faste, elle a connu notamment le lancement sous l'égide de Sa Majesté le Roi de deux projets d'envergure : CASASHORE à Casablanca et TECHNOLIS à Rabat inaugurés par Sa Majesté respectivement les 17 et 22 décembre 2005.

MHV a également repris la gestion en tant que Maître d'Ouvrage Délégué des zones industrielles de la CDG, à savoir GZENAYA, BOUZNIKA et HSSAIN et a lancé en tant que Maître d'Ouvrage les études nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} tranche de la Zone industrielle de GZENAYA et la 2^{ème} tranche de la zone industrielle de BOUZNIKA.

D'autres projets importants sont en cours d'étude par la société, parmi lesquels :

- La zone industrielle de Jorf Lasfar sur 500 Ha
- La zone industrielle de Marrakech sur 200 Ha
- La zone industrielle de Mohammedia sur 60 Ha





COMPAGNIE GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS À CAPITAL VARIABLE

Compagnie Générale Immobilière (CGI)

Domaine d'activités	Promotion immobilière
Date de création	1960
Capital social	290 000 000 MDH
Résultat net (en KDH)	81 886

En 2005, les indicateurs financiers de la CGI sont en forte progression par rapport à 2004. Son chiffre d'affaires est en hausse de 99% par rapport à 2004 et se situe à 515 MDH. Avec un résultat d'exploitation de 116 MDH, en nette progression (269%), son bénéfice de 82 MDH, atteint un niveau jamais atteint à ce jour.

En termes de ventes, la CGI a commercialisé :

- 2 925 unités, dont 501 logements en maître d'ouvrage et 1859 logements en maître d'ouvrage délégué
- 5 200 m² d'espaces bureaux en maître d'ouvrage

Le montant global de recettes est de 911 MDH, soit une hausse de 23%. Les recettes au titre de la maîtrise d'ouvrage totalisent 632 millions de dirhams, en progression de 39% par rapport à 2004.

La production a, quant à elle, atteint 875 MDH, en hausse de 33% par rapport à 2004.





Al Manar Development Company

Domaine d'activités	Aménagement – Développement
Date de création	2004
Capital social	103 267 400 MDH
Résultat net (en KDH)	-1 665

La société Al Manar Development Company a été créée en vue de porter le projet d'aménagement de la nouvelle corniche de la ville de Casablanca portant sur deux assiettes foncières :

- Celle comprise entre le port et la mosquée Hassan II qui comprend la réalisation d'un projet de marina
- Celle allant de la mosquée jusqu'au phare d'Al Hank.

En mars 2005, un accord tripartite est signé entre le Gouvernement, la CDG et GDK marquant et fixant les modalités du désistement du groupe GDK en faveur d'Al Manar au titre du projet de la Marina de Casablanca.

Ainsi, Al Manar reprend les engagements vis-à-vis de l'Etat, de l'ODEP et de la Marine Royale pour la Marina de Casablanca, dont le chantier sera lancé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI le 27 mars 2006.

Le projet sera réalisé en plusieurs phases dont la première consiste en la réalisation d'une Marina. Le plan de développement de la société pour cette première phase prévoit :

- L'acquisition des différentes parcelles de terrains ;
- L'achèvement des études nécessaires d'aménagement ;
- Les travaux d'aménagement ;
- La commercialisation des terrains aménagés.



Dyar Al Mansour



Domaine d'activités	Promotion immobilière – Renouvellement urbain
Date de création	1968
Capital social	47 259 400 DH
Résultat net (en KDH)	15 968

En 2005, la Société d'Aménagement El Kora (SDEK) élargit ses champs d'interventions et par conséquent change de nom : elle devient Dyar Al Mansour.

De plus, elle connaît une augmentation de capital en numéraire faisant passer ce dernier de 806 600 DH à 47 259 400 DH à la fois par incorporation de réserves à hauteur de 6 452 800 DH et par un apport de CDG Développement à hauteur de 40 MDH.

En marge du changement de dénomination et d'augmentation du capital, Dyar Al Mansour connaît une activité très soutenue durant l'année écoulée.

Au niveau d'AL KORA, elle livre la 1^{ère} tranche comprenant 870 logements, 350 commerces et des équipements socio-éducatifs. Ainsi, la libération du foncier pour la 2^{ème} tranche est en cours. Les études architecturales et techniques relatives à la 3^{ème} tranche ont également été lancées.

De même à MERS EL KHEIR, Dyar Al Mansour livre 913 logements et 107 commerces et démarre des travaux de viabilisation à ANNASR. Le lancement des travaux de construction est quant à lui prévu pour le 1^{er} trimestre 2006.

Dans le même registre, plusieurs études d'opportunité et de faisabilité ont été lancées pour des projets qui concerneront au total 9 150 ménages. Ces projets se situent à :

- Ain Harrouda (Mohammedia, 4 200 ménages),
- Taddart (Agadir, 4 100 ménages)
- Fririne (Témara, 850 ménages).

Sur le plan opérationnel, la société, qui propose des densités variant entre 119 et 152 logements par hectare, a pu loger 864 bénéficiaires. Dyar Al Mansour réalise ainsi, pour la première fois, un chiffre d'affaires de 157 MDH suite à la vente effective de logements sociaux à Al Kora et des appartements et commerces à Mers El Kheir et à l'acquisition par la société en vue de la location du centre commercial Al Kora à 15 MDH.

Foncière Chellah



Domaine d'activités	Immobilier professionnel locatif
Date de création	2005
Capital social	80 MDH
Résultat net (en KDH)	2,53

En 2005, la Foncière Chellah (ex Sophal) s'est fixée de nouvelles orientations visant son désengagement du secteur de l'habitat locatif social pour se spécialiser dans le créneau du locatif professionnel par le développement d'un portefeuille de produits diversifiés, d'immeubles de bureaux, de commerces et logistiques.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle mission, la société a changé de dénomination et SOPHAL est devenue Foncière Chellah. Une nouvelle identité visuelle a d'ailleurs été créée à cet effet.

L'exercice 2005 a été marqué par la cession à Dyar Al Madina de l'ensemble du patrimoine locatif social pour une valeur de 26,35 MDH. Ce patrimoine se compose de neuf programmes sis à Azilal, Rommani, Taza, Ouarzazate, Safi, Essaouira, Khénifra, Meknès et Rabat (Touarga). D'autres actifs ont également été cédés : un terrain de 27,79 ha vendu à Al Omrane pour un montant de 16,49 MDH.

La prospection de nouveaux actifs a été marquée en 2005 par l'acquisition auprès de la CGI d'un espace bureaux au programme les Palmiers sis au boulevard Ennakhil à Hay Ryad pour une valeur globale de 45,34 MDH. La surface hors œuvres acquise s'élève à plus de 3600 m².

Sur le plan financier, l'activité de la Foncière Chellah s'est soldée en 2005 par un bénéfice net de 12,53 MDH contre un déficit de 1,47 MDH en 2004.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire, le dividende à distribuer par la Foncière Chellah au titre de l'exercice 2005 s'élève à 20 MDH, soit un taux de dividende par rapport au capital de 25%.





Dyar Al Madina

Domaine d'activités	Habitat locatif, réhabilitation et renouvellement urbains
Date de création	1951
Capital social	20 000 000 DH
Résultat net (en KDH)	20 382

Promotion immobilière

Dans l'activité promotion immobilière, l'année 2005 a été marquée par la réalisation d'un chiffre d'affaires de 31 MDH provenant de :

- La commercialisation du lotissement Taфраout avec la vente de 127 lots pour un chiffre d'affaires de 4,6 MDH ;
- L'écoulement de 36 lots du lotissement El Amal pour un chiffre d'affaires de 23 MDH ;
- La poursuite de la commercialisation du programme Hazem pour un chiffre d'affaires de 4,8 MDH.

Renouvellement urbain

Au titre du renouvellement urbain, il a été enregistré en 2005 les opérations suivantes :

- Concernant la cité domaniale Doukkarat à Fès, Dyar al Madina a acquis 426 logements et 30 commerces au quartier BENSOUA auprès de l'ERAC de Fès pour un montant de 41,2 MDH. Ces logements sont destinés en priorité au relogement des 380 familles de la cité DOUKKARAT ;
- Le renouvellement urbain de la cité Khalid Bnou Walid a fait l'objet d'une convention signée entre la Wilaya de Marrakech, la Direction Régionale des Domaines, l'ERAC Tensift, Dyar Al Madina et l'Agence Urbaine de Marrakech ;
- Signature d'une convention avec CDG Développement pour les études d'aménagement du Camp Militaire Ghul à Marrakech. Ce projet s'étend sur environ 280 ha et comprend le relogement de plus de 3 000 ménages ;
- Le démarrage de la réalisation de la première tranche de la résidence pour étudiants de Madinat Al Irfane à Rabat.

Avec un chiffre d'affaires en 2005 de 47,8 MDH pour un résultat d'exploitation de 6,1 MDH, en recul de 54% par rapport à 2004, le résultat net de Dyar Al Madina s'établit à 20,6 MDH.

Scet Scom



Domaine d'activités	Bâtiment et Génie Civil, Management de projets, Aménagement urbain et service de la ville.
Date de création	1958
Capital social	17.7 MDH
Résultat net (en KDH)	5 538

L'année 2005 a été caractérisée pour SCET/SCOM par :

- La finalisation du rapprochement entre la SCET Maroc et la SCOM Ingénierie ;
- Le regroupement des effectifs ;
- La poursuite de la modernisation du système d'information pour la gestion de projets ;
- Le démarrage du projet de la gestion électronique des documents (GED) ;
- L'assainissement des comptes comptables et le nettoyage du bilan ;
- Le lancement du rapprochement entre la SCET/SCOM et INGEMA ;
- Le lancement du projet de construction du nouveau siège SCET/SCOM/INGEMA.

Le carnet de commandes à fin 2005 s'établit à 257 769 KDH, enregistrant une hausse significative de 24% par rapport à l'exercice précédent. Les commandes décrochées en 2005 représentent 147 037 KDH soit 107% de plus qu'en 2004.

Le chiffre d'affaires réalisé s'établit à 76,5 millions de dirhams, en progression de 82% par rapport à 2004.

Evolution du Chiffre d'Affaires

En KDH	2004	2005	Var
Chiffre d'affaires	39 185	47 371	21%





Ingema

Domaine d'activités	Etudes et suivis d'exécution
Date de création	1973
Capital social	10 000 000 DH
Résultat net (en KDH)	1 486

Le 16 Décembre 2005, CDG Développement a renforcé son pôle Ingénierie par l'acquisition de 79,5% du capital de la Société Maghrébine d'Ingénierie « INGEMA ».

Ex filiale du groupe Suez, INGEMA est un bureau d'études leader au Maroc, exerçant dans l'ingénierie des grandes infrastructures notamment les barrages et le transport.

La production nette d'INGEMA en 2005 a atteint 36 612 KDH contre 31 178 KDH en 2004.

En 2005, cette production a concerné pour 31% l'activité Routes et Ouvrages d'arts, pour 23% l'activité Barrages, pour 14% l'activité Travaux Maritimes et le reliquat pour des activités diverses.

INGEMA termine le résultat de l'exercice par un bénéfice de 1,5 MDH.

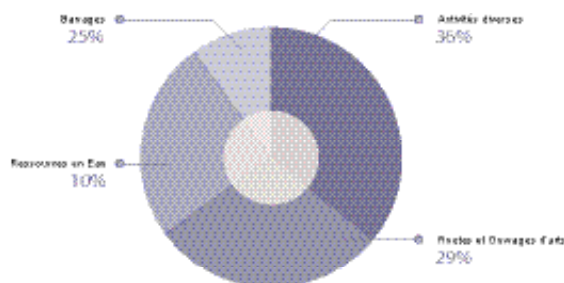
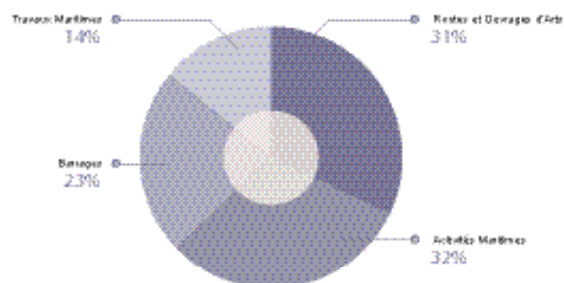
Son carnet de commandes au 01/01/2006 représente près de 117 800 KDH, avec 29% pour l'activité Routes et Ouvrages d'arts, 25% pour l'activité Barrages, 10% pour l'activité Ressources en Eau et le reliquat pour activités diverses.

Production nette en 2005

Carnet de commandes

La Production nette de 2005 a atteint **36 612 KDH** contre **31 178 KDH** en 2004

Le Carnet de Commandes au 01/01/2006 représente près de **117 800 KDH**



Exprom



Domaine d'activités	Gestion du patrimoine immobilier
Date de création	2001
Capital social	500 000 DH
Résultat net (en KDH)	6 325

S'agissant de la **promotion immobilière**, l'année 2005 a été marquée par la poursuite de la commercialisation des logements et des lots en stock de programmes ALARSA et la régularisation des dossiers clients relatifs aux lots et logements vendus antérieurement. Le chiffre d'affaires dégagé ressort à 19,5 MDH, bien au dessus du prévisionnel qui tablait sur un chiffre d'affaires de 17,5 MDH.

Au niveau de l'activité **gestion immobilière**, l'année 2005 a enregistré la poursuite de la réalisation des contrats de gestion de patrimoine immobilier conclus avec divers organismes et la conclusion de nouveaux contrats. Le chiffre d'affaires ressort à 23,2 MDH.

L'activité de **gestion locative** s'est concentrée sur le suivi de l'exécution des contrats de gestion du complexe industriel de Bouznika, des locaux industriels de Gzenaya et des locaux commerciaux de Mahaj. Le chiffre d'affaires dégagé par cette activité s'établit à 226,8 KDH.

La gestion des résidences portant sur la gestion de syndic et la gestion interne a permis de dégager un chiffre d'affaires de 3 MDH.

Sur le plan opérationnel, la société a réalisé un chiffre d'affaires global de 42,8 MDH. L'exercice se solde par un bénéfice net de 6,3 MDH, en nette progression par rapport à 2004 (2,5 MDH).

La gestion immobilière reste la principale activité de la société et a généré un chiffre d'affaires de 23,2 MDH en 2005. Cependant l'effort soutenu de prospection d'une clientèle en dehors du Groupe CDG a permis de développer son chiffre d'affaires de 13,3 MDH contre 11,5 MDH une année auparavant.

Evolution du Chiffres d'Affaires et résultats

En KDH	2004	2005	Var
Chiffre d'affaires	36 471	42 800	17%
Résultat net	3 619	6 325	75%

Tourisme

Sogatour



Domaine d'activités	Tourisme
Date de création	1977
Capital social	75 620 000,00 DH
Résultat net (en KDH)	358

Après l'année 2004 qui a fait apparaître un bénéfice suite à une longue période de déficit, les indicateurs d'activité de 2005 sont en amélioration confirmant le redressement de SOGATOUR.

Le chiffre d'affaires consolidé des hôtels, de 181,7 MDH, est également en progression de 16% par rapport à l'exercice 2004.

Le résultat brut d'exploitation consolidé des hôtels s'est établi à 43,5 MDH en 2005 en progression de 12% par rapport à 2004 et le résultat des hôtels avant loyer et IS a atteint 32,9 MDH en progression de 45% par rapport à 2004.

Les produits d'exploitation consolidés de SOGATOUR pour l'exercice 2005 se sont élevés à 184,3 MDH en progression de 15% par rapport à l'exercice 2004. Le parc géré directement participe à hauteur de 38% dans la formation du chiffre d'affaires consolidé.

Ainsi, SOGATOUR paiera à la CDG un loyer de 22,8 MDH contre 11,1 MDH en 2004 et affiche en 2005 un résultat net de 0,3 MDH contre 5,1 MDH en 2004.



Royal Golf de Fès



Domaine d'activités	Tourisme
Date de création	1989
Capital social	4 000 000,00 DH
Résultat net (en KDH)	-13 943

Au cours de l'exercice 2005, RGF a enregistré des produits d'exploitation de 1,5 MDH contre 0,7 MDH en 2004 (hors produit de vente des lots de terrain). Les charges d'exploitation se sont élevées à 10,2 MDH contre 12,4 MDH en 2004.

Par conséquent, le résultat d'exploitation s'est établi à -8,7 MDH en 2005 contre 27,5 MDH en 2004 et le résultat net à -13,9 MDH contre 21,0 MDH en 2004.

Le budget 2006 table sur une relance de l'activité grâce à la mise en œuvre d'un plan marketing et commercial visant à :

- promouvoir le golf auprès des touristes : présence dans les dépliantés d'agences de voyage, publicité ciblée, présence dans le circuit touristique à Fès ;
- donner l'occasion aux résidents d'essayer : proposer un rapport qualité/prix attractif, faire des promotions ;
- organiser des événements et des tournois.

Ce plan devrait être accompagné d'une restructuration financière de la société, par une augmentation de capital de 38 MDH pour :

- le paiement des dettes du passif circulant à hauteur de 23 MDH ;
- le remboursement des dettes de financement CDG et Etat pour 15 MDH.



Développement Durable

Cellulose du Maroc



Domaine d'activités	Fabrication et vente de pâte à papier
Date de création	1952
Capital social	700 484 000 DH
Résultat net (en MDH)	4,6

Le chiffre d'affaires de Cellulose du Maroc s'élève à 660,4 MDH, en hausse de 55% par rapport à l'exercice 2004. La production de pâte à papier a enregistré une légère baisse (2%) par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse relative de la production est directement liée à l'arrêt programmé de 40 jours, en janvier et février 2005, qui a ainsi permis d'adapter le rythme de production à celui des ventes.

L'accroissement du chiffre d'affaires est dû essentiellement à une politique de destockage optimisée, lié à la hausse du prix de vente de 10%, la réduction des stocks étant en ligne avec le plan d'assainissement de la société.

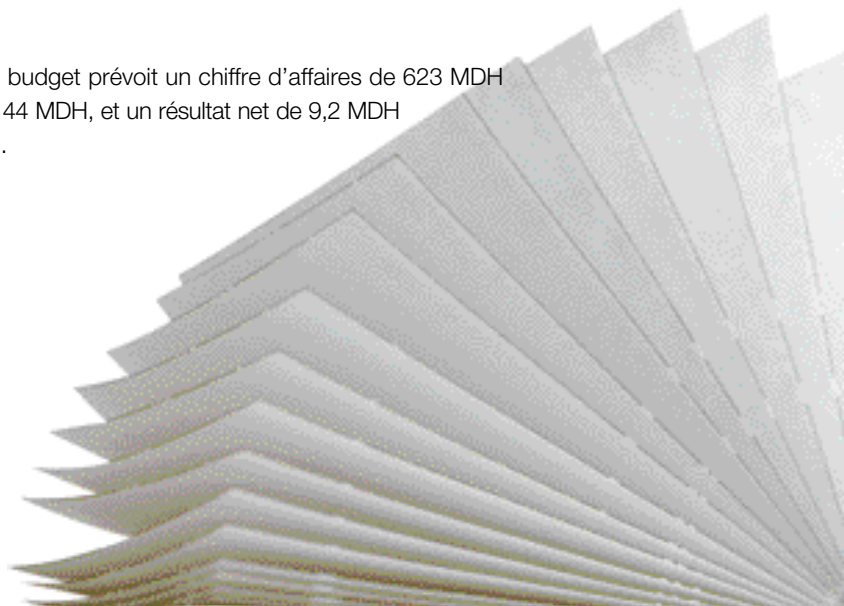
Le taux d'approvisionnement en bois local s'est établi à 60%, contre 43% en 2004. Cela a permis de réduire les achats en bois de 3% par rapport à l'exercice 2004.

Le résultat d'exploitation de Cellulose du Maroc est positif de +2,4 MDH, enregistrant une hausse considérable par rapport à 2004. Ceci s'explique essentiellement par :

- Le changement du plan d'amortissement des équipements sur une durée de vie économique de 10 ans au lieu de la durée fiscale restante ;
- L'amélioration du prix de vente moyen de 10% due à la progression des ventes à l'export de 50% en valeur ;
- Le déstockage de 69% par rapport à l'exercice 2004.

Par conséquent, Cellulose du Maroc atteint l'équilibre et enregistre un résultat net de 4,6 MDH en 2005 .

En termes de prévisions pour 2006, le budget prévoit un chiffre d'affaires de 623 MDH pour un résultat d'exploitation prévu de 44 MDH, et un résultat net de 9,2 MDH en hausse de 50% par rapport à 2005.



Papelera de Tetouan



Domaine d'activités	Industrie papetière
Date de création	1948
Capital social	101 937 500 DH
Résultat net (en KDH)	-14 007

Le chiffre d'affaires de la société s'est s'élevé à 132 MDH, en très forte progression par rapport à l'exercice 2004. Cet accroissement du chiffre d'affaires est dû à la reprise réelle de la production en avril 2005.

Le résultat d'exploitation de Papelera de Tetuan reste négatif à -2 MDH, enregistrant néanmoins une très forte hausse par rapport à l'exercice précédent (-116,9 MDH). Cela est du essentiellement à un faible niveau de production (en moyenne 40% de la capacité nominale) vis-à-vis des charges fixes.

Par conséquent, Papelera de Tetuan affiche un résultat net négatif de -14 MDH en 2005, en amélioration par rapport à l'exercice 2004 (-136 MDH).

Le Conseil d'Administration de la société a opté pour la délocalisation de la production à Sidi Yahia et a recommandé d'établir les études de faisabilité technico-financière et sociale associées.

Cette délocalisation de l'usine à Sidi Yahia apparaît favorable au développement de Papelera de Tetuan. Elle permet essentiellement la réduction des charges d'exploitation par des baisses :

- de 25% des charges liées à l'achat de la pâte ;
- de 37% des charges liées à l'énergie ;
- de 49% des charges liées au transport.



Domaine d'activités	Agriculture – Secteur forestier (Gestion de concessions forestières)
Date de création	1996
Capital social	22 000 000,00 DH
Résultat net (en KDH)	2 737

A fin 2005, la superficie globale des terrains gérés par EUCAFOREST s'élève à 22 572,92 hectares. La superficie plantée au cours de 2005 s'élève à 1 489,61 ha, portant la superficie globale plantée à 19 459,51 hectares.

Durant l'exercice 2005 la quantité de bois exploitée et livrée a été de 147 354,10 tonnes représentant le régime minimum de croisière de la production annuelle. La superficie correspondante a été de 2 828,65 ha représentant le programme 2005 et le reliquat 2004.

La société a organisé par ailleurs une vente de souche et de bois de service par adjudication le 30 Novembre 2005 laquelle a concerné une superficie totale à dessoucher de 346,5 ha sur les terrains nouvellement pris en charge de SODEA ET SOGETA.

Le chiffre d'affaires a atteint 50,3 millions de dirhams, en très forte progression de 225%. Le niveau de stocks a atteint 5,7 millions de dirhams. Les charges d'exploitation ont aussi baissé de 15 dirhams / tonne de bois en 2005. Ainsi, le résultat d'exploitation s'est établi à 9,5 millions de dirhams.

Le résultat net se chiffre à 2,7 millions de dirhams, en hausse de 72%. Il tient compte d'un allègement de 30% des charges d'intérêts à 8,2 millions de dirhams et de 20% des dotations d'exploitation à 0,4 million de dirhams.

Au travers du projet forestier de CDG Développement, Eucaforest représentera le premier client de la Société Forestière CDG. La mise en œuvre de ce projet interviendra au cours du deuxième trimestre 2006.



Infrastructures, services aux collectivités locales et appui aux entreprises

Acacia Net



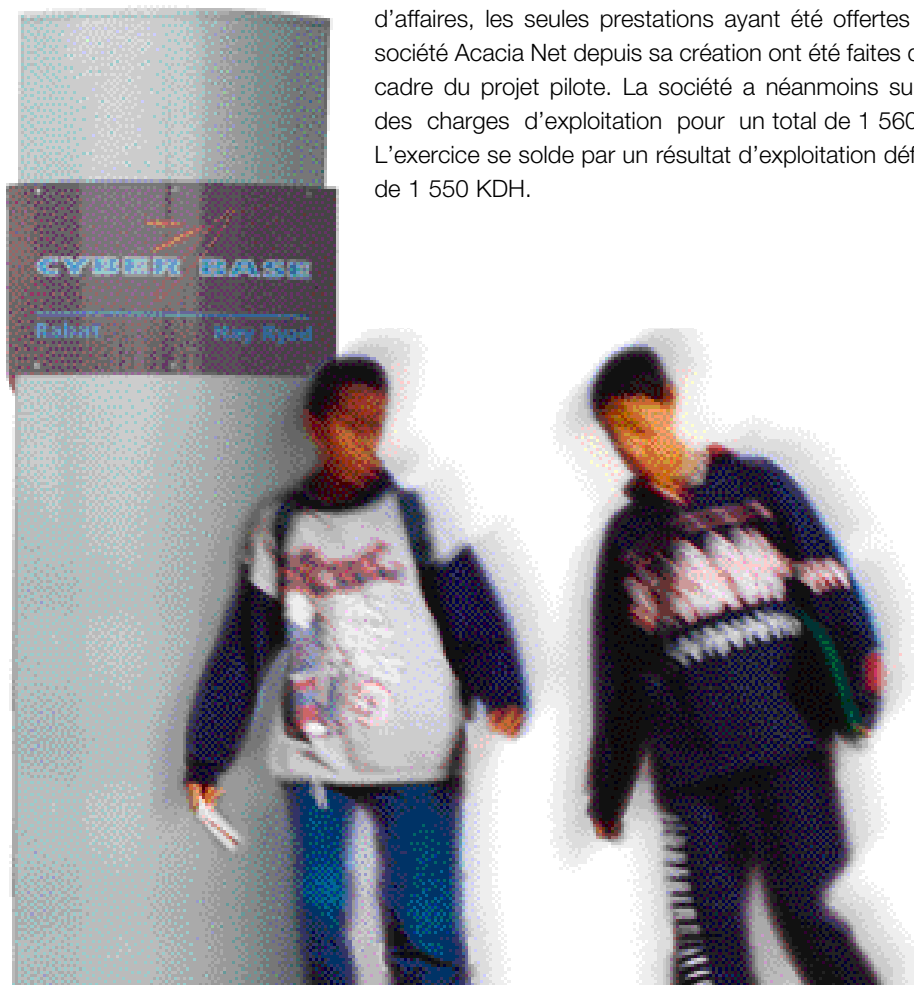
Domaine d'activités	Déploiement et animation de cyber base
Date de création	Octobre 2004
Capital social	6 000 000,00 DH
Résultat net (en KDH)	-2 001

Le démarrage effectif des activités d'Acacia Net est resté en suspens dans l'attente de la signature par la Direction Générale des Collectivités Locales de la convention de partenariat avec la CDG. Cette convention est capitale du fait qu'elle légitime le projet en lui-même et ouvre la voie à la participation de la CDC dans le capital d'Acacia. La convention sera finalement signée le 13 janvier 2006.

Pendant cette période d'incertitude, la société a dû faire face à ses charges fixes mais a aussi consenti quelques investissements d'importance, avec notamment, le lancement de la réalisation d'un portail Internet destiné aux futurs Cyberbases, ce qui a rendu impératif un apport de trésorerie.

Aussi, des démarches ont été entreprises auprès de la CDC pour débloquer son entrée dans le capital à travers l'augmentation prévu de ce dernier de 6 à 14 millions de dirhams.

L'exercice sous revue n'a donc pas enregistré de chiffre d'affaires, les seules prestations ayant été offertes par la société Acacia Net depuis sa création ont été faites dans le cadre du projet pilote. La société a néanmoins supporté des charges d'exploitation pour un total de 1 560 KDH. L'exercice se solde par un résultat d'exploitation déficitaire de 1 550 KDH.



Domaine d'activités	Thermalisme, bien-être et santé
Date de création	1979
Capital social	5 079 700,00 DH
Résultat net (en KDH)	-4 481

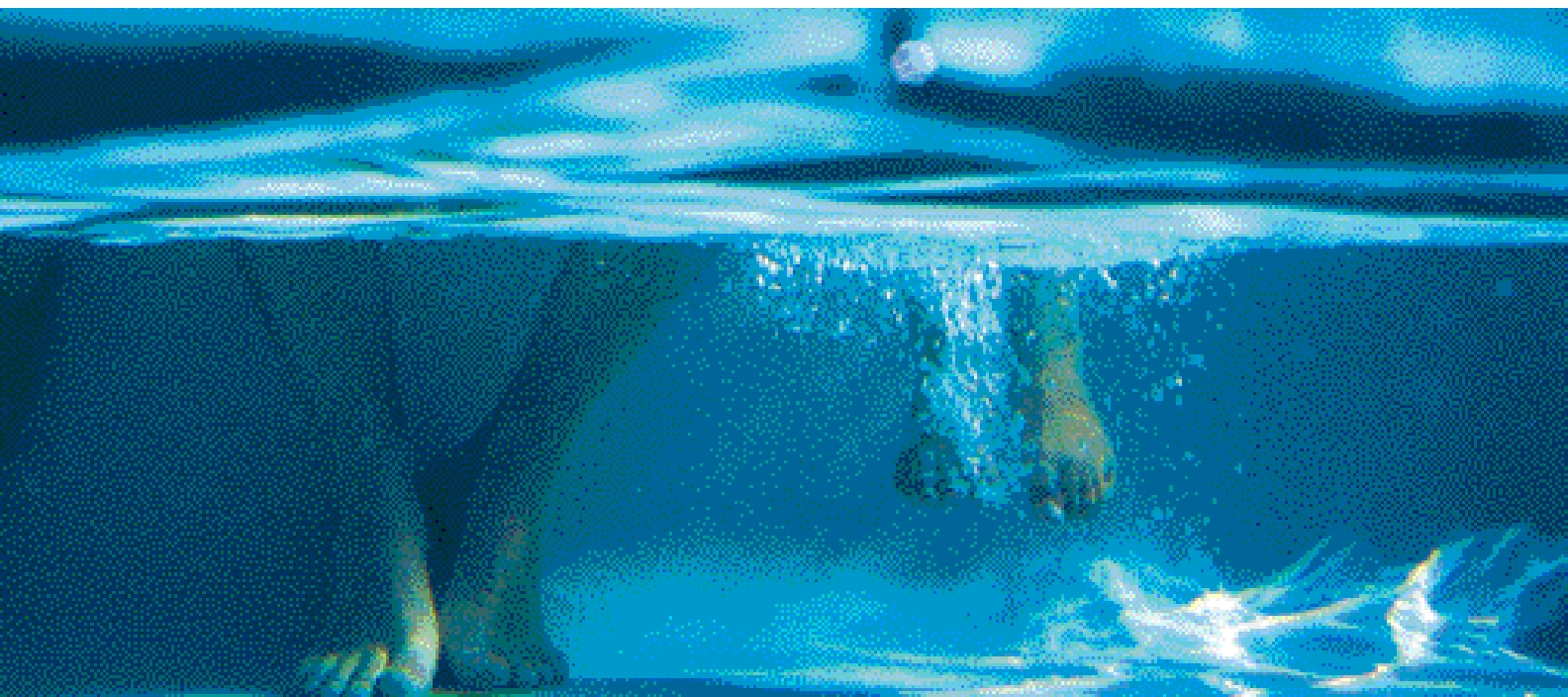
Les produits d'exploitation se sont élevés pour l'exercice 2005 à 12,7 MDH, en progression de 3% par rapport à l'exercice 2004. Le chiffre d'affaires des thermes traditionnels est passé de 6,3 MDH en 2004 à 6,4 MDH en 2005 et celui des nouveaux thermes de 5,8 MDH à 6,2 MDH sur la même période.

Les charges d'exploitation, hors dotations aux amortissements, se sont élevées à 13,2 MDH en progression de 7% par rapport à 2004.

Le résultat d'exploitation s'est situé à -3,7 MDH en 2005 contre -3,1 MDH en 2004 et le résultat net à -4,5 MDH en recul de 12% par rapport à 2004.

Le budget 2006 table sur une relance de l'activité grâce à la mise en œuvre d'un plan marketing et commercial visant à accroître la fréquentation et les recettes. Ce plan s'articule autour des mesures suivantes :

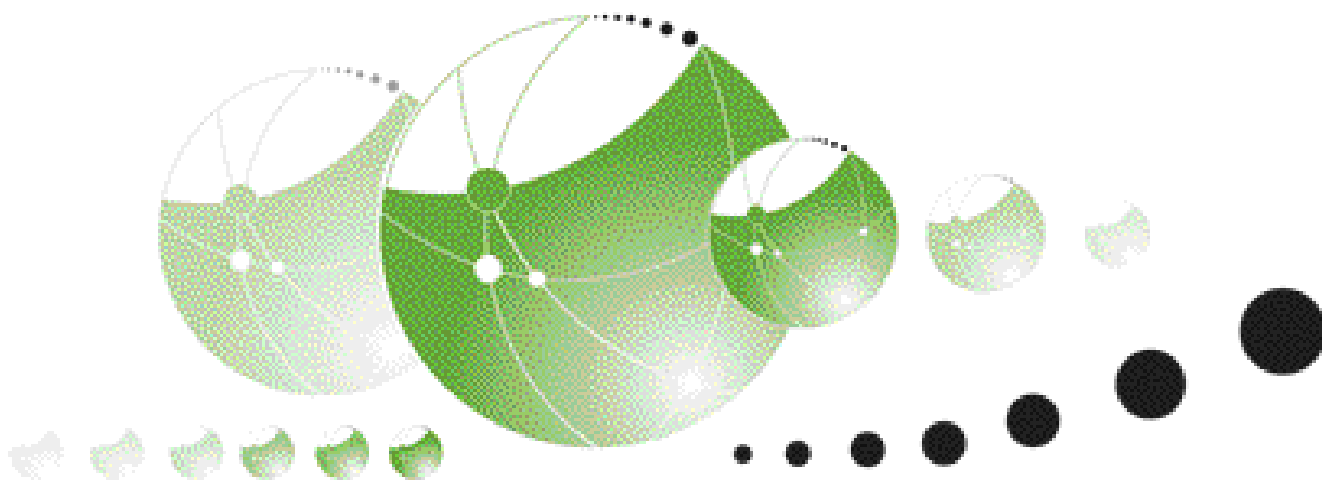
- La conception d'offres attractives pour les nouveaux thermes ;
- Une augmentation des tarifs piscines des anciens thermes ;
- L'amélioration des recettes des produits annexes ;
- La mise en œuvre de conventions avec les agences de voyages ;
- L'exploitation des synergies au sein du Groupe CDG ;
- La mise en œuvre d'actions ciblant les touristes internationaux.

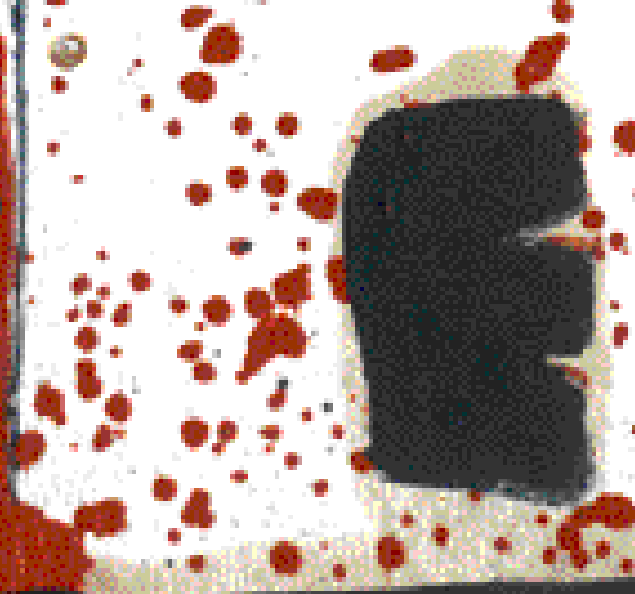


Nouveaux projets de développement au profit des collectivités locales

Dans le cadre de son rôle d'appui au développement des collectivités locales, CDG Développement a initié, courant 2005, de nombreux projets dont :

- Deux fonds, le Fonds Igrane (Région Sous Massa Darââ) et le Fonds de l'Oriental (Région de l'Oriental) qui ont pour mission de contribuer à financer des projets ou des entreprises susceptibles d'avoir un impact structurel sur ces deux régions en terme d'emplois, de croissance économique, d'exportations ou encore de valorisation de l'amont agricole et de développement ;
- Deux sociétés d'économie mixtes, l'une en partenariat avec la Commune de Salé et l'autre avec la Commune de Marrakech. Ces deux partenariats ont pour objectif :
 - d'additionner les énergies, les compétences, les savoir faire et les moyens financiers au service d'une même vision du développement du territoire communal,
 - de multiplier les chances de réussite
 - de réduire d'autant les délais de réalisation pour le bien de tous.
- La ville nouvelle de ZENATA qui a pour ambitions :
 - **Le développement d'un pôle économique centré sur les métiers des services et de la logistique ;**
 - **La réhabilitation et la préservation du front de mer ;**
 - **L'hébergement de 500.000 habitants à l'horizon 2030.**
- Le projet d'aménagement de l'Aéroport d'ANFA qui vise la réalisation sur le site d'un projet d'urbanisation stratégique pour le Grand Casablanca, pour ce faire l'activité aéroportuaire d'Anfa est délocalisé à Benslimane et une Agence dédiée à la conduite et à la mise en œuvre du projet est créée.





Handwritten signature or text.



Activités des métiers

Banque Finance Assurances

▪ Métiers Banque d'Investissement	64
▪ Fipar-Holding	74
▪ Participations stratégiques	78
▪ Fonds immobiliers et touristiques	85

Marchés des Capitaux

Durant le premier semestre de l'année 2005, le marché obligataire s'est inscrit globalement dans une tendance baissière, soutenue par la surliquidité qui a prédominé tout au long des six premiers mois de 2005. Toutefois, à partir du mois de juin, un renversement de tendance a été provoqué par la tension enregistrée sur le marché monétaire. En effet, cette tension a incité les investisseurs à se focaliser sur les placements monétaires afin de profiter de leur rémunération attractive.

C'est ainsi que durant l'année 2005, les taux Court Terme et Moyen Terme ont connu des hausses moyennes respectives de + 27 pbs et de + 13 pbs, contre -100 pbs et - 96 pbs en 2004. Tandis que les taux Long Terme ont vu leur rendement baisser de - 17 pbs pour le 10 ans, - 23 pbs pour le 15 ans et - 15 pbs pour le 20 ans, contre, respectivement, - 50 pbs, - 40 pbs et - 160 pbs en 2004.

Les conditions défavorables du marché monétaire conjuguées aux anticipations haussières des taux sur le marché obligataire ont impacté le marché de la dette privée dont les émissions n'ont totalisé, durant cette année, qu'un montant global de 8,2 Milliards de Dhs contre environ 11 Milliards de Dhs en 2004, soit une diminution des émissions de - 24%. Cette baisse a concerné principalement les obligations privées dont le volume d'émission est passé de 4 Milliards de Dhs en 2004 à 2,2 Milliards en 2005.

Par ailleurs, le marché actions a poursuivi sa tendance haussière, avec une progression du MASI et du MADEX de respectivement 22,5% et 23,7% par rapport à 2004. Cette évolution des indices a été accompagnée par un net accroissement des volumes transigés à la fois sur le marché central et de bloc. En effet, les volumes respectifs des transactions ont avoisiné les 38 et 61 Milliards de Dhs, soit une nette augmentation de 136% et 212% par rapport à 2004.

Marchés des Taux

Portefeuilles de la Caisse

Situation des portefeuilles

Globalement, la valeur comptable du portefeuille obligataire de la Caisse s'est élevée à 32.459 Mdh au lieu de 28.701 Mdh au début de l'année, soit un accroissement de 13,1%.

La sensibilité de ce portefeuille est passée de 2,57 à 3,74 et la duration de 2,68 à 3,92. Cette augmentation s'explique par l'importance des investissements long terme réalisés au cours de la période, en liaison avec le nouveau mode de rémunération et d'adossment des fonds de la CNSS.

En termes de risque de crédit, la part des titres émis ou garantis par l'Etat s'est maintenue à 94,3%.

La part des titres privés connaît quant à elle une très légère hausse passant de 5,6% en 2004 à 5,7% à fin 2005.

La répartition par instrument du portefeuille obligataire laisse apparaître une prépondérance des Bons du Trésor émis par adjudication. Leur part dans le total du portefeuille a augmenté de 88,2% à 90%, tandis que la part des obligations baisse sensiblement passant de 6,4% en 2004 à 5,35% au 31/12/2005

Situation des sous portefeuilles

Le portefeuille de la CDG se décompose en deux sous portefeuilles qui sont gérés de manière différente, et ce, en fonction des objectifs qui leur sont assignés.

Portefeuille investissement

Le portefeuille Investissement est comptabilisé à son coût historique et ne fait l'objet de constatation ni des plus-values ni des provisions.

Ce portefeuille inclut notamment les trois portefeuilles constitués en contrepartie des dépôts de la CNSS, après la signature de la convention, en décembre 2003, entre la CDG et cet établissement.

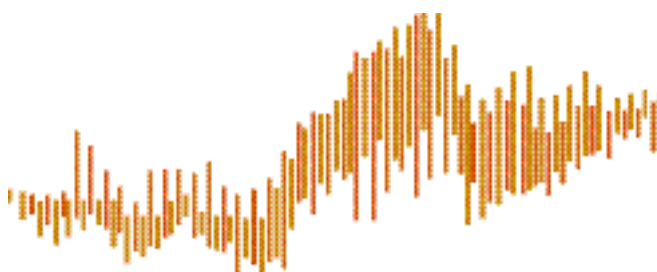
Il s'agit des portefeuilles " prestations court terme " et " allocations familiales " indexés sur le 5 ans, et du portefeuille " réserves techniques " indexé à 75% sur le 15 ans et à 25% sur le 10 ans.

	31/12/04	31/12/05
■ Valeur comptable	23 826	26 563
■ Valeur marchande	26 925	27 184

L'actif obligataire de ce portefeuille s'est élevé à 26.563 Mdh au lieu de 23.826 Mdh à fin décembre 2004, soit une augmentation de 11,5%.

Portefeuille placement

	31/12/04	31/12/05
■ Valeur comptable	4 673	5 896
■ Valeur marchande	5 248	6 251



L'actif du portefeuille placement s'établit à 5.896 Mdh à fin 2005 au lieu de 4.673 Mdh à fin 2004, soit une augmentation de 26,2%.

Portefeuille des Organismes gérés

Situation du portefeuille

La valeur comptable du portefeuille des Organismes gérés (OPCVM obligataires et monétaires compris) s'est élevée à 40.738 Mdh contre 39.088 Mdh à fin décembre 2004, soit une augmentation de 4%.

La duration du portefeuille est passée de 3.03 à 3.32 en raison des investissements réalisés essentiellement sur le long et moyen terme pour une duration moyenne de 7.25.

En terme de risque de crédit, la part des titres émis ou garantis par l'Etat reste stable à 98,1%.

Types de consignations	31/12/04		31/12/05		Variation en %
	Montant	En %	Montant	En %	
Portefeuille garanti					
■ Bons du Trésor	32 537,10	83,4	34 599,56	84,93	6,34
■ Emprunts et obligations Etat	75,34	0,00	0,14	0,00	-99,81
■ CIH	1 308,01	3,35	1 005,82	2,47	-23,10
■ OPCVM	3 876,70	9,94	3 756,30	9,22	-3,11
■ FEC	170,49	0,44	95,53	0,23	-43,97
■ Autres	288	0,74	504,31	1,24	75,11
Sous-total	38 255,69	98,1	39 961,66	98,10	4,46
Portefeuille non garanti					
■ FEC	10	0,03	10,00	0,02	0,00
■ OPCVM	444,9	1,14	271,19	0,67	-39,04
■ Autres	297,14	0,76	494,77	1,21	68,51
Sous-total	752,04	1,93	775,96	1,90	3,18
Total	39 007,73	100	40 737,62	100	4,43

Placements réalisés

D'une valeur globale de 6.810 Mdh, les placements réalisés au cours de la période sont répartis à hauteur de 88% pour le RCAR et 12% pour la CNRA.

Ces placements ont été orientés équitablement vers les longues et moyennes maturités.

Les BTN et les titres garantis par l'Etat représentent respectivement 91% et 5% des placements.

Le rendement moyen a atteint 4,6% pour une duration moyenne de 7,25.

Activité de conservation d'actifs et de services financiers

Actifs en conservation

A fin décembre 2005, la CDG gère un encours global de près de 140.000 Mdhs, en augmentation de plus de 17% depuis le début de l'année.

Ce chiffre comprend le portefeuille géré par la CDG pour son compte propre, pour le compte des organismes gérés (CNRA, RCAR), des OPCVM, ainsi que celui géré pour sa clientèle, tous instruments financiers confondus et hors portefeuille de centralisation.

- Portefeuille compte propre CDG : le portefeuille propre à la CDG s'établit à 44.636 Mdhs, en augmentation de 24% depuis le début de l'année.
- Portefeuille des organismes gérés : le portefeuille des Organismes Gérés (CRAC, RRMCC et RRMCR inclus) s'élève à 44.379 Mdhs, en hausse de 6% sur l'année 2005.
- Portefeuille clientèle : le portefeuille clientèle s'établit au 31/12/2005 à 37.596 Mdhs, en hausse de 23% depuis le début de l'année.
Il est composé principalement de caisses de retraites et de compagnies d'assurances.
- Portefeuille OPCVM : le portefeuille des OPCVM, qui représente 12.963 Mdhs, a quant à lui enregistré une hausse de 14% par rapport au 31/12/2005.

Répartition du portefeuille par type d'instruments financiers

- Titres de créances : ils prédominent avec 104.595 Mdhs, en augmentation de 10% par rapport au 31/12/2004.
- Titres de propriété : ils s'élèvent au 31/12/2004 à 34.979 Mdhs enregistrant une variation à la hausse de l'ordre de 42% depuis le début de l'année.

Activité centralisation

L'encours du portefeuille de centralisation ressort à 8.135,1 Mdhs, en augmentation de 10,4% depuis le début de l'année.

Cette hausse s'explique principalement par les opérations de centralisation de la LYDEC et de Maroc Leasing.

Activité « avances et prêts »

L'encours des avances et prêts consentis par la CDG s'est élevé au 31/12/2005 à 4.442,77 Mdhs, marquant ainsi une baisse de 23,8% depuis le début de l'année.

A fin décembre 2005, les prêts financiers s'établissent à 3.403,8 Mdhs, soit 76,6% du total des encours.

Les crédits de trésorerie ont atteint 815,9 Mdhs (18,3% du total), les crédits participatifs à l'équipement 192,5 Mdhs (4,3% du total), tandis que les crédits immobiliers aux promoteurs s'inscrivent à 30,5 Mdhs, représentant 0,7% de l'ensemble des crédits accordés.



Activités d'origination, syndication et conseil

L'année 2005 a été marquée par la consolidation de l'intervention de la Caisse dans le domaine du Corporate Banking et la poursuite de la diversification de ses activités. Ainsi, un important courant d'affaires a été développé avec différents établissements publics et privés suite à l'obtention de plusieurs mandats aussi bien dans le domaine de l'Origination que celui de la Syndication ou du conseil.

Au niveau de l'activité Origination, la Caisse a réalisé les opérations suivantes :

- Arrangement de la 1^{ère} tranche du programme d'émissions obligataires garanties de Autoroutes du Maroc pour un montant de 500 Mdh ;
- Arrangement de l'émission obligataire garantie de l'ORMVAD pour un montant de 435 Mdh ;
- Arrangement du renouvellement du programme d'émission de billets de trésorerie de l'ONE d'un montant de 1.000 Mdh ;
- Arrangement de l'émission obligataire de SETTAVEX pour un montant global de 180 Mdh.

Dans le cadre de l'activité Syndication, de nombreuses opérations ont été menées par la Caisse (ADM, AFRIQUIA GAZ, CIH, EQDOM, MAGHREB OXYGENE, MAROC LEASING, ONA, ONE, ORMVAD, SETTAVEX, SFI, SOFAC).

Enfin, au niveau de l'activité Conseil, la Caisse a conclu les contrats suivants :

- Conseil de MEDITEL pour le refinancement de sa dette libellée en devises pour un montant de 6 milliards de dirhams et arrangement de ce refinancement ;
- Conseil de l'augmentation de capital de Papelera de Tetuan de 112 Mdh à travers une OPV et une réduction du capital ;
- Conseil financier pour une Offre Publique d'Achat lancée par la CDG sur les titres CIH ;
- Conseil financier pour l'opération accordéon du CIH à travers une réduction de capital de 90% et une augmentation de capital de 1 850 Mdh ;
- Conseil financier pour l'Offre Publique de Retrait de Carnaud Maroc de la Bourse de Casablanca.

Placements et Participations

Evolution du portefeuille actions et OPCVM du RCAR

Le portefeuille actions et OPCVM du RCAR a dégagé une plus-value latente de 1.513,6 Mdh en affichant une valeur marchande de 8.196,4 Mdh pour un prix de revient de 6682,8 Mdh.

Les placements en OPCVM du RCAR, en valeur comptable, se sont élevés à 4.335,7 Mdh en baisse de 6% rapport à fin 2004, suite à des mouvements de rachats et de repositionnements au niveau des sicav de trésorerie. La valeur marchande de ces placements a atteint 4.994,3 Mdh, soit une plus-value latente de 658,6 Mdh.

En Mdh	Valeur Comptable		Valeur marché		Plus value latente
	31/12/04	31/12/05	31/12/04	31/12/05	31/12/05
OPCVM	4 629,8	4 335,7	4 972,20	4 994,3	658,6
■ OPCVM OBLIGATAIRE					
■ CDG Prévoyance	3 900,0	3 874,1	4 152,0	4 361,6	487,4
■ OPCVM MONETAIRE					
■ CDG Trésorerie	421,6	153,4	431,0	154,7	1,3
■ OPCVM ACTIONS					
■ CDG Actions	245,7	245,7	309,0	390,0	144,3
■ OPCVM DIVERSIFIE					
■ CDG Izdihar	62,5	62,5	80,2	88,0	25,5
Actions	2 138,6	2 347,1	2 518,60	3 202,08	854,96
Total	6 768,4	6 682,8	7 490,8	8 196,4	1 513,55

Quant au portefeuille actions du RCAR, il est passé, en valeur comptable, de 2.138,6 Mdh en 2004 à 2.347,1 Mdh à fin 2005, soit une progression de 9,7%. Cette progression relativement modérée est due aux cessions réalisées durant l'année (329 Mdh contre 503 Mdh d'acquisitions), lesquelles ont permis de réaliser près de 34 Mdh de plus-values.

La hausse des cours et les nouveaux investissements ont permis l'amélioration de la valeur de marché du portefeuille actions du RCAR qui est ainsi passée de 2 518,6 Mdh à fin 2004 à 3 201,3 Mdh au 31 décembre 2005 affichant une plus-value latente de 854 Mdh.

Le portefeuille demeure relativement concentré, quatre valeurs y représentant près de la moitié, Maroc Telecom (15%), SNI (12,5%), Sonasid (10%) et Attijariwafa Bank (10%).

Activité intermédiation

Portefeuille transaction

L'actif net du portefeuille Transaction, totalement désinvesti, a atteint 72 Millions de Dhs au 31 décembre 2005, dont 32 Millions de produits générés.

Par ailleurs, il convient de signaler qu'au titre de l'année 2005, les levées du Trésor se sont élevées à 79,6 Milliards de Dhs, et les volumes de transactions sur le marché secondaire ont atteint un montant global de 100 Milliards de Dhs. A noter que les parts de marché de la CDG sur ces deux marchés se sont établies à 21% pour le marché primaire et 15,6% pour le marché secondaire.

Ressources : dépôts de la clientèle concurrentielle

A fin décembre 2005, la CDG gère un encours de dépôt clientèle de 4.483 Mdhs, en augmentation de plus de 10% depuis le début de l'année.

Cette évolution est due essentiellement à l'augmentation considérable des encours des institutions privées (+ 66% : fidélisation des clients existants et captation de nouveaux clients), et de ceux des filiales & participations (+56%).

Au 31/12/2005					
Capital social	Part CDG	PNB	RBE	Résultat courant	Résultat net
15.000.000 DH	44,4 %	-	-	-	2,1 MDH

Faits Marquants

L'année 2005 a été une année soutenue en activités à SAFABOURSE avec notamment :

- Une activité intermédiation boursière très soutenue avec une nette amélioration de la moyenne quotidienne traitée ;
- Une activité dépositaire en expansion comme en témoignent les différents indicateurs ;
- La consolidation de la gestion privée grâce à l'augmentation du nombre de comptes gérés et des actifs sous mandat de gestion ;
- La participation en tant que membre du syndicat de placement dans deux introductions sur le marché actions sur trois pour tout le marché.

Activité Intermédiation boursière

Le volume enregistré par SAFABOURSE en 2005, s'établit à 5.1 Mrds de DHS, en quasi-stagnation par rapport à la même période de l'année dernière. Le compartiment qui a le plus profité de l'embellie en 2005 est le marché central, notamment celui des actions. Ce dernier a enregistré une progression de 217% d'une année à l'autre portant notre moyenne quotidienne sur ce segment de 4.6 MDH à 14.8 MDH.

Le Marché des Blocs a également enregistré une nette amélioration, concentrée sur l'action. Le volume des offres publiques a très nettement reculé pour les deux segments actions – obligations. Cette forte baisse des offres publiques a neutralisé l'effort fourni sur les deux marchés « concurrentiels », pour aboutir à un volume quasiment stagnant mais dont une part de 45% était exceptionnelle l'année dernière et devient récurrente en 2005. Le chiffre d'affaires intermédiation a atteint 7.53 MDH, en régression de 15% par rapport à l'exercice précédent, qui avait profité des excellentes prestations de SAFABOURSE lors des OPV fortement taxées.

Activité Garde des titres

L'activité garde des titres a représenté 15% des produits d'exploitation de SAFABOURSE, contre 10% pour l'année 2004.

L'activité dépositaire a continué sa progression de manière soutenue, grâce d'une part à la progression de la gestion privée, et d'autre part à l'opération LYDEC. En effet, cette dernière a été un grand succès public, qui a drainé vers le marché d'importantes ressources.

- Montant des actifs déposés chez SAFABOURSE : progression de 87% entre 2004 et 2005, atteignant un montant de 800 MDH ;
- Chiffre d'affaires de l'activité dépositaire : progression de 62% entre 2004 et 2005 atteignant un montant de 1.69 MDH.

Prestations de services

Les prestations de services ont atteint un montant de 2.05 MDH, en progression de 237% par rapport à l'année précédente. Elles sont notamment constituées par la commission de placement dans le cadre de l'introduction en bourse de Maroc TELECOM qui s'élève à 1.4 MDH et l'opération de placement dans le cadre des introductions en bourse de DARICOUSPATES et LYDEC.

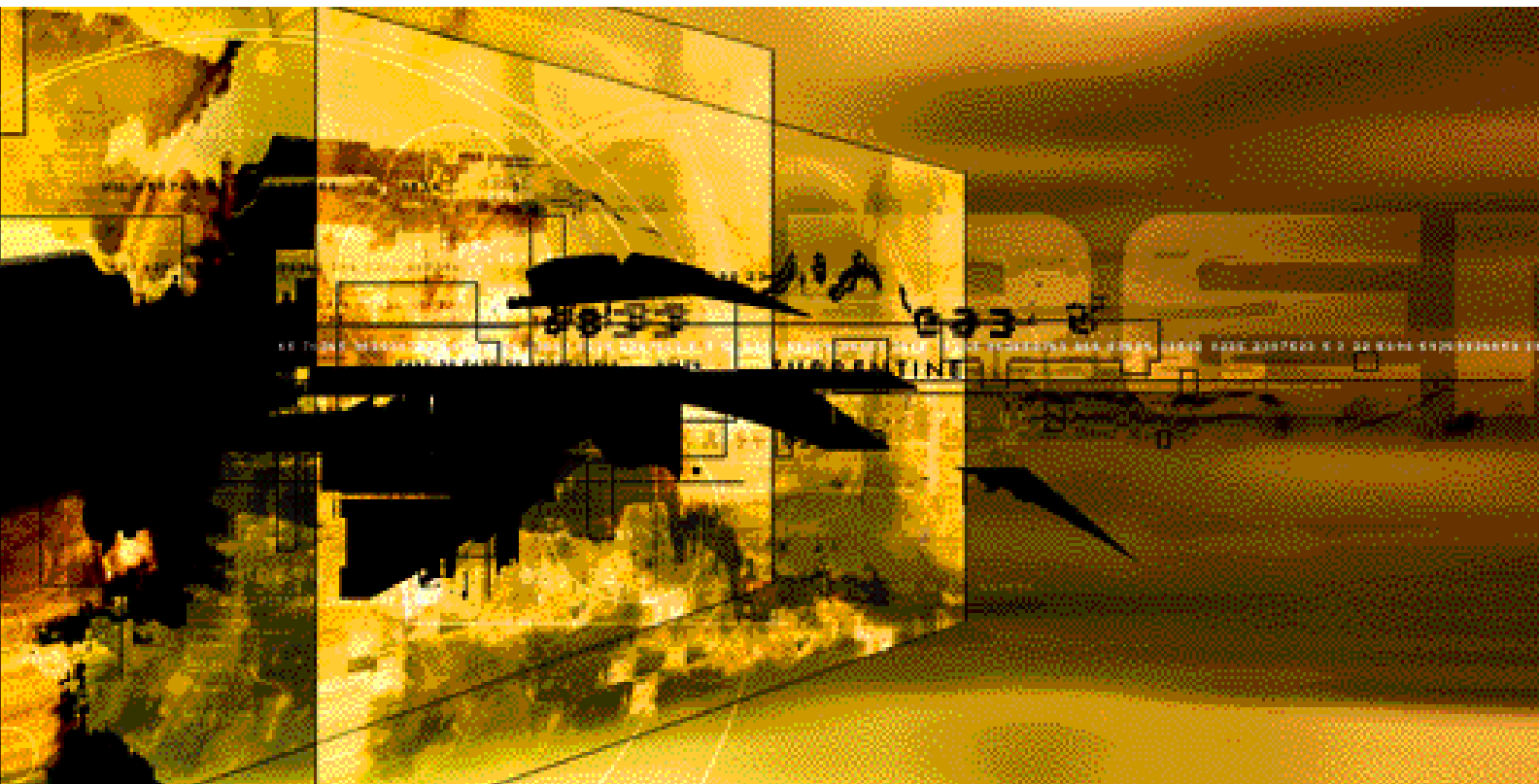
L'opération accordéon de PAPELERA DE TETUAN a généré pour SAFABOURSE une commission de centralisation de 131 KDH.

Une nette amélioration des indicateurs financiers

Le total produits de SAFABOURSE pour 2005, s'établit à 13.86 MDH, en progression de 4.99% par rapport à 2004. Cette progression modérée des produits globaux de SAFABOURSE, cache une nette amélioration des produits récurrents. Les produits globaux se répartissent en 11.28 MDH pour les produits d'exploitation et 2.59 MDH pour les produits financiers.

Le résultat financier présente une progression de 13.2%, et ce, malgré la baisse des reprises de 50%. Il est le résultat de la stagnation des produits financiers et du repli des charges financières de 30%, suite à la non constitution de provisions pour 2005.

Enfin, le résultat net de 6.22 MDH, en repli de 11.7% par rapport à l'année dernière, autorisera une nette amélioration des fonds propres qui passent de 19.66 MDH à 24.84 MDH, soit une hausse de 26.3% d'un exercice à l'autre. SAFABOURSE distribuera des dividendes pour un montant de 4.2 MDH au titre de l'exercice 2005.



Au 31/12/2005					
Capital social	Part CDG	PNB	RBE	Résultat courant	Résultat net
1.000.000 DH	100%	-	46,83	48,15 MDH	31,16 MDH

Pour la 7^{ème} année consécutive, CD2G connaît une augmentation de ses encours supérieure à celle du marché, avec des progressions respectives de 11,22% et 6,77%.

CD2G gère un actif de 13,8 MMDH à fin 2005 contre 12,4 MMDH à fin 2004.

Le nombre de fonds sous gestion passe à 20 contre 16 en 2004.

La part de marché de CD2G ressort à 15,93% à fin 2005 (15,3% à fin 2004), soit le 2^{ème} rang, sur les 11 sociétés de gestion de la place.

La part de marché de CD2G pour la partie « Dédié » ressort à 30,30% à fin 2005 et à 5,26% pour les fonds « Grand Public ».

En terme de gestion et pour tous les composites GIPS, les fonds gérés par CD2G affichent une performance supérieure à celles de leurs benchmarks. Pour les fonds dédiés concurrentiels, CD2G est leader, en terme de performance, par rapport aux fonds concurrents de chaque institutionnel.

Autres faits marquants

- Poursuite de l'amélioration et du renforcement des processus de gestion;
- Acquisition et la mise en production d'une solution logicielle intégrée (Front to Bank)
- Renforcement de la structure organisationnelle ;
- Distinction de CDG IZDIHAR, lors de l'Asset Management Trophy récompensant les fonds ouverts au Grand Public ;
- Reconduction de la certification GIPS en 2005 pour les performances entre janv. 99 et déc. 04.

Catégories d'OPCVM	31/12/04		31/12/05		Variation	
	CD2G	% Marché	CD2G	% Marché	CD2G	% Marché
■ Monétaires	1 516	8 %	1 270	7 %	-16 %	-3 %
■ Court terme	300	3 %	26,7	0 %	-91 %	-35 %
■ Moyen et long terme	9 430	21 %	1 1081	21 %	18 %	17 %
■ Diversifié	238	7 %	263	6 %	10 %	24 %
■ Actions	905	26 %	1 137	25 %	26 %	32 %
Total	12 389	15,29 %	13 779	15,93%	11,22%	6,73 %

Evolution, type de gestion, des encours gérés par CD2G

Catégories d'OPCVM	31/12/04		31/12/05		Variation	
	CD2G	% Marché	CD2G	% Marché	CD2G	% Marché
■ Dédiés	9 869,48	31%	11 171,22	30%	13 %	17 %
■ Ouverts	2 519,84	5%	2 607,66	5%	3 %	0 %
Total	12 389	15%	13 779	16%	11,22%	6,73 %

Au 31/12/2005				
Capital social	Part CDG	RBE	Résultat courant	Résultat net
5.000.000 DH	33%	1 105 031,03	1 308 955,04	994 595,13

L'année 2005 a été consacrée principalement à la prospection commerciale en Afrique, l'arrangement de l'opération BIAT (Banque Internationale Arabe de Tunisie), la construction d'une plateforme de sous-traitance du back-office du FCC BIAT, la gestion des deux fonds CREDILOG I et II, le suivi du projet d'amendement de la loi 10-98 et la réalisation de diverses actions de développement interne.

Faits marquants

Maghreb Titrisation a signé un mandat de structuration et de sous-traitance du BackOffice de trois fonds de titrisation pour le compte de la BIAT. Le premier fonds sera émis vers la fin du premier semestre 2006 pour un montant de 50 millions de dinars tunisiens (350 millions de dirhams).

La gestion des fonds CREDILOG I et CREDILOG II s'est déroulée dans d'excellentes conditions. Les niveaux d'impayés et de déchéances se maintiennent en deçà des projections. Aucun mécanisme de couverture n'a été enclenché à ce jour.

Sur le plan réglementaire, Maghreb Titrisation a continué de suivre le dénouement du projet d'amendement de la loi 10-98 auprès de la Direction du Trésor.

Sur le plan interne, plusieurs actions et projets, notamment informatiques, ont été menés dans un but de perfectionnement des fonctions.

Résultats

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2005 :

- Le total des produits d'exploitation s'élève à 4 627 762,03 MAD ;
- Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 3 522 731,00 MAD ;
- Le résultat d'exploitation ressort à 1 105 031,03 MAD.

Compte tenu d'un résultat financier de 203 924,01 MAD, le résultat de l'exercice se solde par un résultat avant impôt positif de 1 307 163,13 MAD.

Le résultat net de l'exercice 2005 est de 994 595,13 MAD.

Au 31 décembre 2005, le total du bilan net de la société s'élevait à 12 251 409,95 MAD.

Affectation du Résultat	
■ Résultat net de l'exercice 2005	994 595,13
■ Réserve légale (5%).....	- 49 729,76
■ Bénéfice distribuable	2 398 058,48
■ Dividendes	- 500 000,00
Solde à reporter à nouveau	1 898 058,78

Fipar-Holding

Fipar-Holding est une société d'investissement qui a pour vocation de porter les participations minoritaires et stratégiques de la CDG dans les secteurs industriels, financiers et de services avec pour objectif d'en maximiser le rendement financier à moyen et long terme.

Au 31/12/2005				
Capital social	Part CDG	RBE	Résultat courant	Résultat net
1.440 MDH	100%	7 227 594	94,9 MDH	108,9 MDH

Faits marquants

En 2005, Fipar-Holding a poursuivi sa structuration, tout en développant et en recentrant ses interventions sur des secteurs d'activités et des entreprises qui correspondent à sa stratégie d'investissement.

Haut de Bilan

En terme de financement, Fipar-Holding a renforcé ses fonds propres par une augmentation de capital de 720 MDh par apport en numéraire, décidée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 septembre 2005.

Le capital social est passé ainsi de 720 à 1 440 MDh. Une première tranche de 180 MDh a été libérée afin de rembourser une partie des prêts CDG.

Evolution du Portefeuille

A fin décembre 2004, le portefeuille de Fipar-Holding était constitué de quinze lignes de participations et de deux lignes de placements. Une année plus tard, les deux lignes de placements (Papelera de Tétouan et Maroc Télécom) ainsi que trois lignes de participations (Maroc Connect, Verrerie Moderne de Tit Mellil, et Maroc leasing) ont été cédées. En outre, la société Holmadet, détenue à 100% par Fipar-Holding, a été définitivement liquidée le 15 décembre 2005.

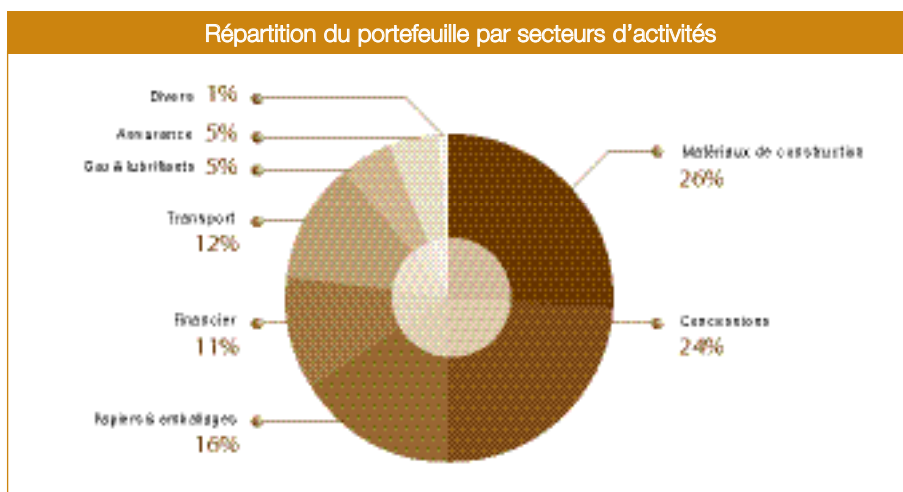
Parallèlement à ces opérations, Fipar-Holding a procédé en juin 2005 à une prise de participation à hauteur de 24,7%, par voie d'augmentation de capital, dans le capital social de la chaîne de télévision satellitaire « Médi-1-Sat ».

Par ailleurs, Fipar-Holding a continué à gérer le portefeuille CDG (11 lignes de participations d'un encours brut de 2 627,9 MDh) et a mené pour le compte de la CDG l'opération d'apport des titres Médi Télécom à Holdco ainsi que l'acquisition de 40% du capital des compagnies d'assurance Atlanta et Sanad.

Prises de participations : Répartition et faits marquants

Le portefeuille de Fipar-Holding se compose de douze lignes de participations. Les principaux événements ayant marqué ces participations se résument comme suit :

- Introduction en bourse de Lydec au prix de 240 Dh par action, avec une première cotation le 14 juillet 2005 à 319 Dh, le titre a enregistré une performance notable de 42% à fin décembre 2005.
- Lancement par Ciments du Maroc d'un plan d'investissement important de 1,6 milliards Dh entamé sur la période 2005-2007.
- Lancement par la société Comanav d'un nouveau plan d'investissement, appelé 'Comanav Challenge', de 2,7 milliards de dirhams sur l'horizon 2005-2015.
- Publication le 14 décembre 2005 par le CDVM de l'avis de recevabilité du projet d'Offre Publique de Retrait visant le rachat par Fipar-Holding du capital flottant en bourse (1,8%) de Carnaud Maroc.
- Changement de dénomination de Pechiney MMA pour devenir Alcan Packaging Mohammedia à la suite du rachat de Pechiney par le groupe canadien Alcan.
- Le groupe bahreïni ARIG a cédé sa participation de 67% dans le capital de la compagnie d'assurance CNIA Assurance au groupe marocain SAHAM.



Au 31 décembre 2005, Fipar-Holding gère un portefeuille de douze lignes d'un encours brut global de 1 214,9 MDh.

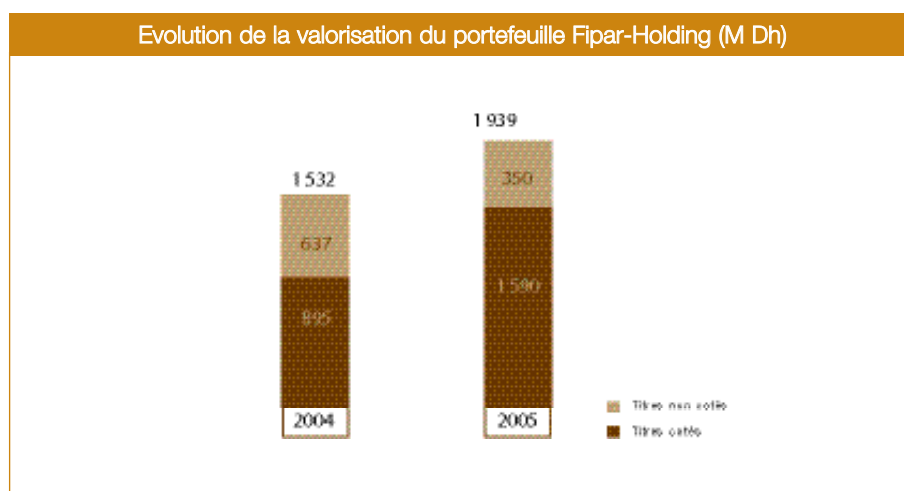
La moitié du portefeuille est investie dans les secteurs 'Matériaux de construction' et 'Concessions'

Titres de participations	Nombre d'actions constituant le capital	Nombre de titres détenus	% de détention	Valeur d'acquisition
Titres Cotés				
■ CEMENTS DU MAROC	7 218 002	427 532	5,92%	316 815 301
■ LYDEC	8 000 000	1 600 000	20,00%	296 567 391
■ CARNAUD MAROC	1 445 850	433 857	30,01%	160 093 233
■ EQDOM	1 670 250	156 223	9,35%	134 532 644
■ ATTIJARIWafa BANK	19 299 596	3 384	0,02%	3 238 635
Titres Cotés				
■ COMANAV	6 773 200	1 341 000	19,80%	147 510 000
■ AIR LIQUIDE MAROC	1 101 606	122 481	11,12%	55 172 726
■ CNIA ASSURANCE	2 100 000	247 846	11,80%	54 848 320
■ ALCAN PACKAGING MOHAMMEDIA	526 624	111 146	21,11%	29 141 505
■ MEDI-1-SAT	425 000	105 000	24,71%	11 532 165
■ SAFABOURSE	150 000	45 000	30,00%	4 500 000
■ MSIN	100 000	10 000	10,00%	1 000 000
Total				1 214 951 920

Valorisation du portefeuille

Le portefeuille valorisé de Fipar-Holding s'élève à 1 939,4 MDh, soit une hausse de 26,6% (+407 MDh) par rapport à fin décembre 2004 et de 59,6% (+724 MDh) par rapport à l'encours brut 2005.

Au 31 décembre 2005, le portefeuille valorisé des titres de participation est passé à 1 939,4 MDh contre 1 507,4 MDh une année auparavant, soit une augmentation de 29% (+432 MDh) qui s'explique d'une part par l'introduction en bourse de la société Lydec en juillet 2005, et d'autre part par les bonnes performances boursières des autres participations cotées.



Cession de Participations

Fipar-Holding a cédé la totalité des actions détenues dans Maroc Leasing (1,51% du capital), Verrerie Moderne de Tit Mellil (31,58% du capital), ainsi que Maroc Connect (50% du capital).

Une autre ligne de participation a été sortie du portefeuille en 2005. Il s'agit de Holmadet, société détenue à 100% par Fipar-Holding et qui a été liquidée le 15 décembre 2005.

Au premier semestre 2005, Fipar-Holding a cédé les deux lignes de titres de placement restantes dans son portefeuille à savoir Maroc Télécom et Papelera de Tétouan, réalisant ainsi respectivement une plus-value de 1,8 MDh et une moins-value de 631 KDh.

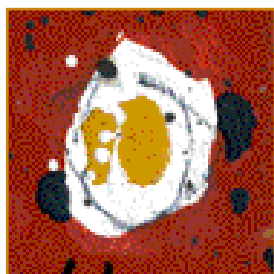
Résultats au 31 décembre 2005

Résultat financier

Le résultat financier s'est ainsi inscrit à la hausse de 328% (+67,2 MDh) passant de 20,5 MDh, au 31 décembre 2004, à 87,7 MDh au 31 décembre 2005.

Résultat net

Fipar-Holding a réalisé, au titre de l'exercice 2005, un bénéfice de 108,9 MDh en progression de 411% (+87,6 MDh) par rapport à l'exercice 2004.



Participations stratégiques

Résumé de l'activité

L'activité de la Direction des Participations Directes a été marquée durant l'année 2005 par la dynamisation de la restructuration du CIH. Ainsi, en interne, la banque a résolu la problématique de la garantie accordée par l'Etat sur les crédits hôteliers en souffrance. En outre, la banque a initié une importante opération sur son capital par la réduction de ce dernier à hauteur de 90% par l'absorption des pertes cumulées suivie d'une augmentation de capital de 1,85 milliards de DH.

Au niveau de la géographie de son actionnariat, la CDG a pris son contrôle en achetant les parts de la BCP, ce qui a amené la CDG à lancer une OPA en décembre 2005.

Durant l'exercice 2005, la CDG a engagé des négociations avec le Groupe Caisse d'Epargne (GCE) en vue de son entrée dans le capital du CIH, négociations qui ont abouti à la conclusion d'un accord à fin janvier 2006.

L'année 2005 a été également une année importante pour la CMM. La société, avec le support de la Direction des Participations Directes, a élaboré un projet de réforme comportant un positionnement stratégique cible et un plan d'actions visant la mise à niveau de la société et du cadre juridique dans lequel elle évolue. Le plan de réforme, dont le contenu a été agréé par les pouvoirs publics, s'appuie sur un positionnement stratégique qui se décline autour des axes suivants :

- Recentrage sur le mode d'intervention en garantie ;
- Missions d'intérêt général d'appui aux PME constituant le socle du projet d'entreprise ;
- Intervention exclusive en partenariat avec les banques, la CMM agissant en complémentarité avec ces établissements.

Le plan de réforme prévoit également la refonte du système de garantie par nantissement des marchés dans le sens d'une meilleure sécurisation et solidité de la garantie. En outre, dans le cadre de ses missions et de son positionnement cible sur le marché des PME, il est prévu la mise en place d'un fonds de garantie dédié aux PME titulaires de marchés publics.

Les filiales Sofac-Crédit et Maroc-Leasing qui se sont engagées dans un plan de restructuration sont au stade final de leur plan d'actions de mise à niveau interne et marquent cette année le retour vers des niveaux de rentabilité, réalisant de très bonnes progressions boursières. A noter qu'en juillet 2005, la CDG a cédé à la société arabe d'investissement (TAIC) 10% du capital de Maroc Leasing.

La SCR qui s'est engagée dans un processus de démantèlement de la cession légale obligatoire a procédé à l'augmentation de son capital qui s'élève désormais à un milliard de dirhams, lui permettant d'améliorer son rating, et ce, dans le contexte d'ouverture du marché national.

Au 31/12/2005					
Capital social	Part CDG	PNB	RBE	Résultat courant	Résultat net
70.000.000 DH	99,07 %	0,7 MDH	-10 MDH	4 MDH	6,4 MDH

Faits marquants 2005

Les faits marquants de l'exercice 2005 sont :

- L'élaboration d'un plan de réforme en concertation avec les pouvoirs publics ;
- La recapitalisation de l'institution pour une mise en conformité avec le dispositif prudentiel, et ce, par une opération simultanée de réduction du capital à 0 DH puis une augmentation à 70 MDH ;
- La mise en place d'un fonds de garantie dédié à l'activité de financement des PME attributaires de marchés publics ;
- La réactivation des partenariats avec les banques ;
- Le renforcement du système de garantie de base ;
- Le lancement d'une campagne de recouvrement et d'apurement des créances en souffrance et la revue globale du portefeuille contentieux dans le cadre d'une opération d'audit juridique ;
- Le lancement d'une opération de départ volontaire négocié ;
- La refonte du système d'information et réingénierie des process.

Activités et résultats au 31/12/2005

L'activité à fin décembre 2005 se caractérise par :

- Le ralentissement de la production suite à la décision d'arrêt du financement de nouveaux marchés depuis avril 2004 :
 - > la valeur résiduelle des marchés nantis qui constitue l'assiette de financement des opérations s'élève à seulement 19,3 MDH en 2005 contre 219 MDH en 2004 ;
 - > les produits d'exploitation bancaire passent ainsi d'un niveau de 20,3 MDH au 31/12/04 à un niveau de 7,8 MDH au 31/12/2005.
- La poursuite de l'effort de provisionnement (taux de couverture de 90%) et la diminution de 4% du montant des créances en souffrance qui s'élèvent à 175,6 MDH à fin décembre 2005 contre 195,7 MDH à fin décembre 2004 ;
- Un faible PNB (0,7 MDH), qui ne permet pas de couvrir les charges générales d'exploitation (16,8 MDH) Ce net recul par rapport à fin décembre 2004 est imputable à la baisse de l'activité ;
- Un résultat net de 6,4 MDH en amélioration par rapport à 2004 (déficit de 23,4 MDH) malgré la réduction de l'activité, et ce, grâce aux importantes reprises de provisions effectuées sur les créances en souffrance recouvrées ;
- Un niveau de fonds propres de la société s'élevant à 44,7 MDH.

Au 31/12/2005					
Capital social	Part CDG	PNB	RBE	Résultat courant	Résultat net
3.323.363.100 DH	57,55 %	914 MDH	388 MDH	-1.006 MDH	-48,5 MDH

Faits marquants

- La CDG a pris le contrôle du CIH avec une part de 57,55% du capital suite à l'acquisition de la participation de la BCP sur le marché de blocs en date du 28 octobre 2005.
- Le groupe Caisse d'Epargne a manifesté son intérêt pour une entrée dans le capital de la banque (signature d'accords avec la Caisse de Dépôt et de Gestion en début 2006).
- La garantie de l'Etat sur les créances hôtelières a été dénouée en contrepartie de l'abandon par l'Etat pour un montant de 1Mrd DH.

Activité au 31/12/2005

- L'encours des dépôts a atteint 10,9 Mrd DH à fin 2005 contre 9 Mrd DH à fin 2004 (+21,4%), soit un accroissement de 1,9 Mrd DH, dont 1.331 MDH (70%) de dépôts non rémunérés. La structure des dépôts se décompose en 56% de dépôts non rémunérés (+1 point par rapport à 2004) et 44% rémunérés.
- Les engagements et les décaissements ont enregistré une nette progression par rapport à 2004 et concernent principalement le financement des crédits immobiliers aux particuliers et la promotion immobilière. Les engagements ont plus que doublé entre 2004 et 2005 pour s'établir à 3.448 MDH pour 21.803 prêts. Les décaissements ont également connu la même évolution, passant de 1.516 MDH à fin 2004 à 3.096 MDH à fin 2005, soit un taux de réalisation de 103% par rapport aux objectifs (3 Mrd DH).
- L'encours des crédits sains a progressé, passant de 10,9 Mrd DH en 2004 à 12,7 Mrd DH en 2005 tandis que celui des créances en souffrance s'est réduit sur la même période, passant de 9,8 Mrd DH à 8,5 Mrd DH.

Résultats

- Le PNB a connu une forte progression de +26% (+189 MDH) pour s'établir à 914 MDH à fin 2005 au lieu de 725 MDH à fin 2004 et ce, en raison i) du maintien des produits d'exploitation bancaire à leur niveau de 2004 (la tendance baissière des taux a été compensée par la hausse du volume des crédits octroyés) et ii) de la réduction des charges d'exploitation bancaire de 19% du fait de la baisse des taux appliqués aux DAT conjuguée à l'amélioration de la structure des dépôts ainsi que la réduction du coût moyen des titres de créance émis.
- Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 516 MDH, en augmentation de 17% entre 2004 et 2005 principalement du fait de la hausse de charges de personnel de 23% (+52 MDH) et des charges externes de 17% (+21,4 MDH), mais demeurent conformes aux prévisions budgétaires.
- Le RBE a augmenté de 10% (+36 MDH) pour s'établir à 388 MDH à fin décembre 2005. Le coefficient d'exploitation s'est amélioré, passant de 60,55% en 2004 à 56,46% en 2005.
- La banque a enregistré des produits non courants de 1 Mrd DH en 2005 contre 108 MDH en 2004 en raison de l'abandon par l'Etat d'un prêt du même montant suite au dénouement de la garantie de l'Etat sur les créances hôtelières.
- Le résultat net s'élève à -48,5 MDH à fin 2005 contre 80 MDH à fin 2004.



Loterie Nationale

Au 31/12/2005				
Capital social	Part CDG	Chiffre d'affaires	Résultat courant	Résultat net
5.000.000 MDH	100 %	549 MDH	15,7 MDH	10,2 MDH

Activité au 31/12/2005

- Le chiffre d'affaires de la Loterie Nationale (LN) s'élève à 549 MDH, en augmentation de 5% par rapport à 2004.
- Le marché des loteries s'inscrit également en hausse de 14% par rapport à 2004 et s'établit à 901 MDH. La part de marché loteries de la LN s'établit à 61%, contre 39% pour la Marocaine des Jeux. La LN maintient ainsi sa position de leader acquise depuis l'exercice 2000.
- Par contre, la part de LN dans le marché total des jeux se détériore légèrement, passant de 19% en 2004 à 18% en 2005 pour un marché de 3 Mrd DH en 2005, et ce, du fait du recul du produit KENO dont les réalisations en terme de chiffre d'affaires représentent 87% du montant prévu pour 2005.

Résultats

- Les produits financiers accusent une baisse de 24%, passant de 6 MDH en 2004 à 4,6 MDH en 2005, du fait de la baisse des intérêts perçus sur le placement de l'excédent de trésorerie en SICAV.
- Les charges d'exploitation progressent de 5,76% pour s'établir à 539 MDH principalement en raison de l'accroissement des lots distribués du KENO.
- La redevance de l'Etat s'élève à 109,8 MDH en 2005 au lieu de 104,6 MDH en 2004, proportionnellement à la hausse du chiffre d'affaires. La redevance revenant à l'Etat est versée au fonds spécial du produit des loteries qui sert principalement à subventionner des centres hospitaliers, des organismes à caractère social et des organismes à vocation culturelle et sportive.
- Le résultat net ressort à 10,2 MDH en 2005, en diminution de 32% par rapport à 2004.

Au 31/12/2005				
Capital social	Part CDG	PNB	Résultat courant	Résultat net
159.495.000 DH	69,10%	62MDH	32 MDH	30 MDH

Faits marquants

- Entrée dans le capital de Maroc Leasing de la société arabe d'investissement en juillet 2005 pour 10% du capital ;
- Travaux d'aménagement du nouveau siège social ;
- Lancement d'un emprunt obligataire de 320 MDH en septembre 2005 ;
- Renforcement des effectifs (recrutement de 9 personnes) et mise en œuvre du système de gestion des ressources humaines du Groupe CDG (Valorisation du Capital Humain) ;
- Poursuite des chantiers structurants et de la mise à niveau de l'outil de production.

Activités au 31/12/2005

- La production globale du marché en crédit-bail enregistre une hausse de 26,1% entre fin 2004 et fin 2005 (contre +18,7% entre 2003 et 2004), passant de 6,4 Mrd DH à 8,1 Mrd DH. Les plus fortes progressions ont été réalisées par WAFABAIL (+65%) et Maroc Leasing (+52%).
- La production de Maroc Leasing s'établit à 1.063 MDH à fin 2005, soit un taux de réalisation de 125% par rapport au budget annuel (850 MDH) et se ventile comme suit : 875 MDH pour le CBM (82%) et 188 MDH pour le CBI (18%).
- Avec 13,1% de part de marché en terme de production au 31 décembre 2005 (contre 10,9% en 2004), Maroc Leasing occupe la 4^{ème} place derrière WAFABAIL (24,6%), SOGELEASE (18,4%) et MAGHREBAIL (16,3%), au lieu de la 6^{ème} place à fin 2004 derrière BMCI LEASING et CHAABI LEASING. A noter que Maroc Leasing se positionne à la 3^{ème} place en terme de production en crédit-bail immobilier derrière SOGELEASE et MAGHREBAIL. En terme d'encours, Maroc Leasing se place au 5^{ème} rang avec 11,54% de part de marché.
- Le niveau de recouvrement à fin décembre 2005 a permis de réduire le stock d'impayés de 12 MDH. Le niveau des créances en souffrance diminue légèrement (-3%) entre 2004 et 2005 pour s'établir à 213 MDH. Un montant de 40 MDH a été encaissé sur les affaires contentieuses à fin décembre 2005.

Résultats

- Le PNB diminue de 26,5% entre 2004 et 2005 passant de 85 MDH à 62 MDH, en raison de l'étalement des premiers loyers majorés conformément à la recommandation de Bank Al-Maghrib. Sans l'étalement des premiers loyers, le PNB se serait élevé à 113 MDH (+33%).
- Les charges générales d'exploitation, s'élevant à 30 MDH, sont en hausse de 43% suite aux divers recrutements (+3 MDH) ainsi qu'à la comptabilisation des redevances locatives du nouveau siège (+3,3 MDH).
- Du fait du changement de méthode de comptabilisation des premiers loyers, le coefficient d'exploitation s'élève en 2005 à 49% avec étalement contre 27% sans étalement alors que la moyenne sectorielle est de 31% à fin 2004.
- Malgré la diminution du PNB et la hausse des charges générales, le résultat net s'inscrit en hausse de 25% et s'élève à 30 MDH à fin décembre 2005, en parfait alignement avec le budget. Sans étalement des premiers loyers majorés, le résultat net aurait été de 52 MDH au lieu de 30 MDH.

SCR



Au 31/12/2005				
Capital social	Part CDG	Résultat technique	Résultat non technique	Résultat net
300.000.000 DH	94,41%	141,7 MDH	23 MDH	125,3 MDH

Faits marquants et contexte national des assurances

- Une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la SCR s'est tenue le 18 mai 2005 et a décidé une augmentation de capital de 700 MDH en deux tranches. Une première augmentation de capital d'un montant de 250 MDH a été réalisée par incorporation de réserves suivie d'une deuxième augmentation de capital en numéraire d'un montant de 450 MDH qui ont porté le capital de 550 MDH à 1 Mrd DH. Cette augmentation de capital vise à consolider les fonds propres de la société et la doter d'un capital en harmonie avec sa position sur le marché de l'assurance au Maroc et à l'étranger. Elle permet également à la société de faire face aux contraintes liées à la libéralisation programmée du marché de la réassurance.
- Le secteur de l'assurance a été marqué en 2005 par les événements suivants :
 - > le parachèvement de l'arsenal réglementaire du secteur par notamment la promulgation du décret fixant les nouvelles conditions des réassurances légales obligatoires auprès de la SCR et qui entre en application à partir du 1^{er} janvier 2006 ;
 - > la fusion effective de RMA et Al Wataniya ;
 - > l'annonce de l'acquisition de 40% d'Atlanta et Sanad par la CDG ;
 - > le chantier ouvert par la fédération relatif au recouvrement des primes.

Activité commerciale au 31/12/2005

- Les primes brutes acquises se sont établies à 2.237 MDH en accroissement de 5,7%. La baisse de la branche vie continue d'impacter fortement l'évolution du chiffre d'affaires. Cette baisse résulte du choix de certaines compagnies d'arrêter la commercialisation de certains produits de capitalisation. Sur cette branche, il est à relever que sur les affaires légales, la progression a été légèrement positive.
- La branche non vie a pu contrebalancer cette baisse grâce à une évolution satisfaisante de la branche « Incendie » et « TRC ».
- La SCR, après avoir limité ses engagements sur les affaires internationales et ce, malgré le regain de stabilité du marché international de réassurance, a renoué cet exercice avec une évolution positive sur ce créneau de 87,5%.

Résultats

- Le résultat technique net des rétrocessions est déficitaire à -226 MDH contre -106 MDH en 2004.
- Le portefeuille placements est caractérisé par la prépondérance des produits de taux. La structure du portefeuille est restée stable.
- Globalement, les revenus de placement ont progressé de 3,6% (391 MDH) alors que l'encours du portefeuille a augmenté de 6,4%.
- Les frais généraux sont en augmentation de 10,4% après avoir enregistré une diminution de 5% en 2004.
- L'excédent courant de la gestion générale et financière s'élève à 342 MDH en augmentation de 17,5%.
- Le résultat net dégagé s'établit à 125 MDH en 2005 contre 113 MDH en 2004.

Au 31/12/2005				
Capital social	Part CDG	PNB	Résultat courant	Résultat net
141.666.400 DH	75,96 %	100MDH	35 MDH	33 MDH

Activités au 31/12/2005

- La production de Sofac Crédit au 31 décembre 2005 s'élève à 725 MDH, en augmentation de 19% par rapport à 2004 et en ligne avec les prévisions budgétaires (720 MDH).
- Les réalisations globales sont en ligne avec le budget grâce à la forte contribution de la LOA, dont le taux de réalisation atteint les 134% avec 299 MDH produits à fin 2005, ce qui représente un peu moins du double de la production de 2004.
- Le crédit non affecté représente 51% de la production (et le crédit affecté 49%) à fin 2005, contre 59% à fin 2004.
- Le niveau de recouvrement réalisé à fin 2005 atteint 97 MDH, soit un taux de réalisation de 60% par rapport au budget 2005 (161 MDH).
- L'encours des créances en souffrance passe de 718 MDH à 551 MDH suite à l'assainissement en 2005 de 65 MDH issues des productions antérieures à 1999.
- La qualité de la production s'est nettement améliorée ces trois derniers exercices. En effet, le taux d'impayés en 2003 s'est élevé à seulement 2,33% puis en 2004 à 1,88% et s'est quelque peu détérioré en 2005 en s'établissant à 3,40% suite aux incidents de paiement constatés au niveau de la PPR du fait de la réalisation du plan de départ volontaire en retraite des fonctionnaires.
- L'effort de réduction du coût de refinancement se poursuit entre 2004 et 2005 (-45 pbs). Cette performance est d'autant plus appréciable qu'elle s'accompagne d'une structure des ressources davantage en adéquation avec celle des crédits : 51% de crédit moyen terme, 49% de BSF et quasiment aucune facilité court terme.

Résultats

- Le PNB est en progression de 2% pour s'établir à 100 MDH en 2005, présentant un léger décalage par rapport aux prévisions budgétaires.
- Les charges d'exploitation générale sont en baisse de 1% par rapport à 2004 et s'élèvent à 51 MDH, dont 2,3 MDH d'indemnités de départ relatives au plan de départs volontaires engagé en 2004 et du rappel CNSS.
- Suite à la mise en place du modificatif de la circulaire N°19 de Bank Al-Maghrib concernant la non application des règles de contagion aux créances détenues sur les particuliers à partir du 1^{er} janvier 2005, Sofac Crédit a pu réaliser une économie d'assiette relativement conséquente.
- Grâce à la baisse du coût de refinancement (-45 pbs) et des impayés (-13%), mais surtout, aux reprises de provisions suite à la suppression des règles de contagion et à l'assainissement de 65 MDH de CES, le résultat net s'élève à 33 MDH à fin 2005 contre 23 MDH dans le budget.
- A noter que le résultat net prend en compte une provision de 15 MDH pour risque sur les crédits accordés aux fonctionnaires partis en retraite dans le cadre du plan INTILAKA.

Fonds immobiliers et touristiques

Durant l'exercice 2005, l'activité de la Direction des Investissements Immobiliers et Touristiques a été marquée par un certain nombre d'événements au sein de quatre entités :

La première sortie **d'Accès Capital Atlantique Maroc SA (ACAMSA)** a été réalisée par la cession des parts détenues dans le capital de Finapack, dans le cadre d'une opération de cession stratégique à un opérateur international.

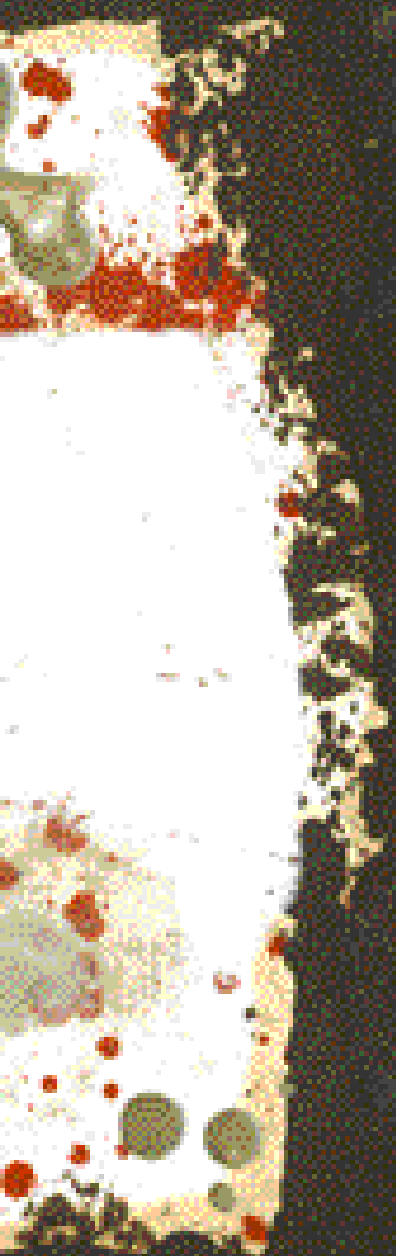
La Société de Promotion de l'Habitat Locatif (SOPHAL) a connu un changement de dénomination sociale et est devenue **Foncière Chellah**. Ainsi, au cours de l'exercice 2005, l'entreprise a connu la mise en place d'une nouvelle organisation, et le renforcement de son effectif. Dans le cadre du repositionnement de ses activités sur le segment de l'immobilier locatif professionnel, la Foncière Chellah a cédé une partie de son patrimoine (stocks et immobilisations) au profit de plusieurs cessionnaires, notamment les bureaux, les commerces et les zones logistique.

En mai 2005, la CDG est entrée dans le capital d'Averroès Finance suite à une augmentation de capital du fonds. Créé en 2003, **Averroès Finance**, est le premier " Fonds de Fonds " sur la zone méditerranée. Il a pour mission d'accompagner le développement du capital investissement dans cette zone, en prenant des participations dans des fonds ou sociétés de capital investissement sélectionnés pour leur professionnalisme et leur capacité à mobiliser des capitaux privés et à effectuer des investissements rentables.

La société Immobilière de la Mer (SIM) a connu au cours de l'année 2005 des événements majeurs :

- Ouverture du Ryad à la Palmeraie de Marrakech (120 lits) donné en location par MVI au Club Med
- Entrée de la CDG et SHR (filiale de la CDG) dans le capital de SIM par l'apport en nature des actifs détenus dans le village SMIR (hôtels El Manar et Ryad).
- Réouverture du village SMIR après la construction d'une infrastructure de Baby Club Med pour un budget de l'ordre de 600 000 Euros.
- Fusion par absorption de la société Marrakech Villaginvest (MVI) par la Société Immobilière de la Mer (SIM).
- Augmentation du capital de SIM par l'entrée de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de 5 millions d'euros.
- Ouverture du village d'Agadir après sa rénovation. Le budget du programme de rénovation s'élève à près de 9,2 Millions d'Euros.





Etats financiers

- Bilan
- Compte de produits et charges

88

90

Bilan synthétisé

Actif	31/12/2005	31/12/2004
■ Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des Chèques Postaux	21 457 787,19	44 228 118,28
■ Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 714 787 253,36	6 674 069 829,67
■ A vue	34 644 979,50	182 542 418,00
■ A terme	3 680 142 273,86	6 491 527 411,67
■ Créances sur la clientèle	1 957 125 622,41	2 357 997 601,91
■ Crédits de trésorerie et à la consommation	917 727 380,79	1 055 114 524,42
■ Crédits à l'équipement	196 803 483,49	354 901 983,81
■ Crédits immobiliers	122 795 720,70	140 952 006,55
■ Autres crédits	719 799 037,43	807 029 087,13
■ Créances acquises par affacturage		
■ Titres de transaction et de placement	6 525 883 053,53	5 659 742 994,73
■ Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 003 320 233,45	4 223 356 966,79
■ Autres titres de créance	1 072 628 271,99	914 918 987,78
■ Titres de propriété	449 934 548,09	521 467 040,16
■ Autres actifs	1 613 474 377,42	2 198 502 165,59
■ Titres d'investissement	27 448 466 566,49	24 740 678 932,06
■ Bons du Trésor et valeurs assimilées	25 197 881 874,24	22 195 493 295,51
■ Autres titres de créance	2 250 584 692,25	2 545 185 636,55
■ Titres de participation et emplois assimilés	8 266 702 244,92	3 544 614 584,14
■ Créances subordonnées		
■ Immobilisations données en crédit-bail et en location		
■ Immobilisations incorporelles	25 275 412,58	26 212 045,89
■ Immobilisations corporelles	764 659 151,03	916 167 410,45
Total de l'Actif	50 337 831 468,93	46 162 213 682,72

Passif	31/12/2005	31/12/2004
■ Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
■ Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 106 177 475,66	11 385 375 962,50
■ A vue	75 517 009,57	709 550 782,55
■ A terme	10 030 660 466,09	10 675 825 179,95
■ Dépôts de la clientèle	32 517 818 266,40	29 511 802 840,81
■ Comptes à vue créditeurs	4 133 505 774,53	3 497 562 115,14
■ Comptes d'épargne		
■ Dépôts à terme	1 234 222 458,36	803 957 366,84
■ Autres comptes créditeurs	27 150 090 033,51	25 210 283 358,83
■ Titres de créance émis		
■ Autres passifs	2 353 304 389,13	1 066 409 844,85
■ Provisions pour risques et charges	368 893 467,80	465 606 250,77
■ Provisions réglementées		
■ Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
■ Dettes subordonnées		
■ Ecart de réévaluation		
■ Réserves et primes liées au capital	3 333 018 783,79	2 562 342 985,45
■ Capital		
■ Report à nouveau (+/-)		
■ Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
■ Résultat net de l'exercice (+/-)	1 658 619 086,15	1 170 675 798,34
Total du Passif	50 337 831 468,93	46 162 213 682,72

(en dirhams). Au 31 décembre 2005

Comptes de produits et charges

Produits d'exploitation bancaire

- Intérêts et produits assimilés des opérations avec les étab. de crédit
- Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle
- Intérêts et produits assimilés des titres de créance
- Produits des titres de propriété
- Produits des immobilisations en crédit-bail et en location
- Commissions sur prestations de service
- Autres produits d'exploitation bancaire

Charges d'exploitation bancaire

- Intérêts et charges assimilées des opérations avec les étab. de crédit
- Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle
- Intérêts et charges assimilées des titres de créance émis
- Charges sur les immobilisations en crédit-bail et en location
- Autres charges d'exploitation bancaire

Produit net bancaire

- Produits d'exploitation non bancaire
- Charges d'exploitation non bancaire

Charges générales d'exploitation

- Charges de personnel
- Impôts et taxes
- Charges externes
- Autres charges d'exploitation
- Dotations aux amort. et aux provisions des immo. incorp. et corporelles

Dotations aux prov. et pertes sur créances irrécouvrables

- Dot. aux provisions pour créances et engag. par signature en souffrance
- Pertes sur créances irrécouvrables
- Autres dotations aux provisions

Reprises de prov. et recuperations sur creances amorties

- Reprises de prov. pour créances et engag. par signature en souffrance
- Récupérations sur créances amorties
- Autres reprises de provisions

Résultat courant

- Produits non courants
- Charges non courantes

Résultat avant impôts

- Impôts sur les résultats

Résultat net de l'exercice

Total des produits

Total des charges

Résultat net de l'exercice

31/12/2005	31/12/2004
2 877 019 826,52	2 927 065 143,33
161 618 992,74	242 065 971,54
86 158 933,04	74 037 150,57
2 230 885 439,80	2 234 636 951,16
283 422 344,91	316 820 592,48
99 636 690,70	59 423 244,60
15 297 425,33	81 232,98
1 555 947 789,94	1 567 093 541,10
290 989 118,40	364 040 612,49
1 129 304 644,34	1 024 302 479,46
114 330 705,68	166 450 641,19
21 323 321,52	12 299 807,96
1 321 072 036,58	1 359 971 602,23
783 381 113,58	1 327 553 465,14
163 078 645,11	1 031 660 602,30
243 040 100,28	239 670 850,12
100 213 305,42	94 396 819,13
4 163 273,54	3 295 230,00
43 031 664,79	37 968 976,57
7 328 339,72	8 511 025,27
88 303 516,81	95 498 799,15
336 688 224,72	444 410 005,46
955 198,73	64 432 596,46
7 025 275,55	
328 707 750,44	379 977 409,00
1 164 951 847,45	568 667 768,82
1 670 946,13	0,00
1 163 280 901,32	568 667 768,82
2 526 598 027,50	1 540 451 378,31
445 633,35	89 397,80
80 628,70	2 942 298,77
2 526 963 032,15	2 526 963 032,15
868 343 946,00	366 922 679,00
1 658 619 086,15	1 170 675 798,34
4 825 798 420,90	4 823 375 775,09
3 167 179 334,75	3 652 699 976,75

(en dirhams). Au 31 décembre 2005



Inscripciones



RCAR, Riad Business Center ■ Av. Annakhil Hay Riad, BP 2173, Rabat ■ tél : 037 71 81 81
Fax : 037 71 39 51 ■ Email : rcar@rcar.ma ■ Web : www.rcar.ma



CNRA, Riad Business Center ■ Av. Annakhil Hay Riad, BP 2173, Rabat ■ tél : 037 71 81 81 ■ Fax : 037 71 39 51
Email : cnra@cnra.co.ma ■ Web : www.cnra.co.ma



Fipar-Holding, Immb. CDG, Place Moulay El Hassan, B.P. 408, Rabat ■ tél : 037 66 91 51
Fax : 037 66 90 10 ■ Email : fipar@fipar.ma



CD2G, Tour Atlas, Place Zellaqa, 17ème étage, Casablanca
tél : 022 54 27 00 ■ Fax : 022 54 27 07 ■ Email : fkenzaoui@cd2g.co.ma



Maghreb Titrisation, Les Résidences sans Pareil, n°33, lot. Taoufik, Sidi Maarouf, Casablanca ■ tél : 022 32 19 48/51
Fax : 022 97 27 14 ■ Email : info@maghrebtitrisation.ma ■ Web : www.maghrebtitrisation.ma



Accès Capital Atlantique, 199, Angle bd. Zerktouni et rue d'Avignon, 5ème étage, Casablanca
tél : 022 95 15 97 ■ Fax : 022 95 09 53 ■ Email : aca@acasa.ma



Safabourse, 181, bd Massira El Khadra - Casablanca ■ Tél. : 022.23.59.24/06 ■ Fax : 022.23.59.50
Email : safabourse@safabourse.com



Caisse Marocaine des Marchés, 52, bd. Abdelmoumen, Résidence El Manar, 1er étage, Casablanca
tél : 022 25 91 18/20/33/71 ■ Fax : 022 25 23 16 ■ Email : s.benbrahim@cmm.ma



Maroc Leasing, 52, bd. Abdelmoumen, Résidence El Manar, Casablanca ■ tél : 022 25 58 58 ■ Fax : 022 25 17 30



Sofac Crédit, 161, Avenue Hassan II, Casablanca ■ tél : 022 20 11 13 / 27 91 92 ■ Fax : 022 26 27 93
Email : infosofac@sofac.co.ma ■ Web : www.sofac.co.ma



Société Centrale de Réassurance, Tour Atlas, Place Zellaqa, B.P. 13183, Casablanca
tél : 022 46 04 00 ■ Fax : 022 46 04 60 ■ Email : scr@scrmoroc.com ■ Web : www.scrmoroc.com



Loterie Nationale, Tour Atlas, Place Zellaqa, 4ème étage, Casablanca ■ tél : 022 30 60 33 / 022 30 15 93
Fax : 022 30 14 37 ■ Email : a.bouchareb@loterie.ma ■ Web : www.loterie.ma



CDG Capital, Immeuble Mamounia, Place Moulay El Hassan, Rabat ■ tél : 037 66 91 88 ■ Fax : 037 66 91 40



CIH, 187, avenue Hassan II, Casablanca ■ tél : 022 47 90 00 / 022 47 91 11
Fax : 022 47 91 63 ■ Web : www.cih.co.ma

CDG Développement, Imb. CDG, Place Moulay El Hassan, B.P. 408, Rabat ■ tél : 037 66 92 66 Fax : 037 66 91 35 ■ Web : www.cdgdeveloppement.com	
CGI, 42, Avenue Al Alaouiyyine, B.P. 467, Rabat ■ tél : 037 23 94 94 / 037 73 12 45 ■ Fax : 037 72 45 97 Email : cgi@cgi.net.ma ■ Web : www.cgi.ma	
MHV, Imb. CDG, Place Moulay El Hassan, B.P. 408, Rabat ■ tél : 037 66 92 87 ■ Fax : 037 66 92 90 Email : mhv@cdg.ma	
SCET-SCOM, 30, Charia Al Alaouiyyine, Rabat ■ tél : 037 73 20 22/23 - 037 73 32 20 ■ Fax : 037 70 27 66 Email : scet@scet.ma ■ Web : www.scet.ma	
Dyar Al Mansour, Imb. CDG, Place Moulay El Hassan, B.P. 408, Rabat ■ tél : 037 66 92 83 ■ Fax : 037 66 92 05 Email : sdek@cdg.ma	
Dyar Al Madina, 73, Rue Omar Slaoui, Casablanca ■ tél : 022 26 53 61/62/63/64 ■ Fax : 022 26 74 88 Email : info@cifm.ma	
Al Manar, Imb. CDG, Place Moulay El Hassan, B.P. 408, Rabat ■ tél : 037 76 70 34 ■ Fax : 037 76 70 37 Email : almanar@cdg.ma	
Foncière Chellah, Imb. CDG, Place Moulay El Hassan, B.P. 408, Rabat ■ tél : 037 76 97 94 Fax : 037 66 93 14	
SAR, 12, Place Moulay Ali Chérif, Rabat ■ tél : 037 76 27 87 / 88 ■ Fax : 037 76 29 23 Email : ryad@iam.net.ma	 La Société d'Aménagement Ryad
Exprom, Mahaj Riad, Imb. C, 2ème étage, B.P. 2015, Hay Riad, Rabat ■ tél : 037 57 80 99 Fax : 037 56 48 84 ■ Email : exprom@exprom.ma ■ www.exprom.ma	
Sogatour, Imb. CDG, Place Moulay El Hassan, B.P. 408, Rabat ■ tél : 037 66 92 17 / 97 ■ Fax : 037 66 91 95 Email : sogatour@cdg.ma ■ Web : www.sogatour.ma	
Sothermy, Centre Moulay Yacoub, BP 120, Fès ■ tél : 035 69 40 64 ■ Fax : 035 69 40 74	
Royal Golf de Fès, BP 2384 Fès Principale ■ tél : 055 69 40 66 ■ Fax : 055 69 40 74	
Fonds Sindibad, Technopark, bureaux 460 et 461, route de Nouaceur, B.P. 16449, Casablanca 20150 tél : 022 50 20 07 / 022 50 32 07 ■ Fax : 022 50 32 48 ■ Email : hlazrak@fondssindibad.co.ma	
Ingema, 4, rue Zalagh, Agdal, Rabat ■ tél : 037 68 78 24 ■ Fax : 037 67 30 89 Site web : www.ingema.co.ma	
Acacianet, 52 centre d'affaires, boulevard Riad, Hay Riad, Rabat ■ tél : 037 56 50 44 ■ Fax : 037 56 50 46	
Cellulose du Maroc, 12, rue Tissa, Rabat ■ tél : 037 70 83 05 ■ Fax : 037 70 75 38 / 037 70 61 35	
Eucaforest, BP 98, rue Abdelkrim Khattabi n°323, Sidi Yahia du Gharb, Rabat ■ tél : 037 30 02 29 Fax : 037 30 02 38 ■ Email : eucaforest-sa@menara.ma	
Papelera de Tetuan, Boulevard Ahl Loughlam, Sidi Moumen ■ tél : 022 76 83 01/02/03/04/05 Fax : 022 76 82 70/71 ■ Email : info@papeleraadetetouan.com ■ Site web : www.papeleraadetetouan.com	

Le Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion
soutient l'art qu'il soit émergent ou reconnu.
Dans la même philosophie de partage
que les Espaces Expressions CDG,
les rapports annuels du Groupe
présentent les œuvres d'un artiste.
Ils sont cette année illustrés par les œuvres
de Mohammed Mourabiti

Artiste peintre autodidacte,
Mohammed MOURABITI peint dans un style dépouillé en
utilisant des couleurs ocres et chaudes.

L'artiste nous livre dans la série
« **Parabole et Marabout** »,
exposée cette année à l'Espace Expressions CDG,
un regard plein de tendresse
et de nostalgie qui oscille entre deux temps :
un passé représenté par l'architecture traditionnelle
et un présent que l'on retrouve dans la lumière
immatérielle de l'image numérique

Conception et Réalisation
Direction Marketing
Caisse de Dépôt et de Gestion

Impression :-----
Photothèque CDG - Michel Teuler - Seddik Kabbaj
Crédit Photos Oeuvres de Mohammed Mourabiti

Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion

Place Moulay El Hassan B.P. 408 Rabat Maroc

Tél : 037 76 55 20 ■ Fax : 037 76 38 49

E-mail : cdg@cdg.ma

Site web : www.cdg.ma